

Brésil

Enjeux et opportunités



Mission économique conjointe présidée par
SAR le Prince Philippe du 15 au 22 mai 2010



agence pour le
commerce extérieur



- SÃO PAULO :
15/05 au 19/05/2010,
- RIO DE JANEIRO :
19/05 au 21/05/2010,
- BELO HORIZONTE ET BRASÍLIA :
20/05/2010.

Préface

La mission économique conjointe qui nous conduira au Brésil prend place dans un contexte particulièrement porteur pour ce pays. En effet, les 2 mandats du Président Lula ont vu la consolidation macro-économique du pays. La politique économique a permis de stabiliser le pays et de diversifier les secteurs porteurs.

Le Brésil occupe une place de plus en plus prépondérante dans les relations internationales, conséquence, notamment, d'une redistribution géoéconomique des équilibres alimentaires et énergétiques mondiaux.

Relativement peu touché par la crise économique mondiale, le pays n'a connu que 2 trimestres de récession, porté, entre autres, par une demande intérieure solide et un système bancaire stable.

Le Brésil a su tirer parti de ses abondantes ressources naturelles. Par ailleurs, la prochaine organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques à Rio en 2016 offrent, si besoin était, d'énormes opportunités sur un marché déjà, structurellement, très porteur. L'engouement pour ce pays, terre privilégiée d'investissements étrangers, n'est plus à démontrer.

Entourée de ses partenaires régionaux, Bruxelles Export, l'Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements ainsi que Flanders Investment and Trade, et du S.P.F. Affaires Etrangères, l'Agence pour le Commerce Extérieur souhaite que cette mission insuffle une nouvelle dynamique à la présence économique belge et débouche sur des résultats fructueux pour nos sociétés qui disposent de tous les atouts pour exploiter au mieux les potentialités de ce marché.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre 1^{ère} étape vers le Brésil.

Fabienne L'Hoost
Directeur général adjoint



Marc Bogaerts
Directeur général



Executive summary

La 1^{ère} partie de cette étude a pour objectif de présenter les fondements macro-économiques brésiliens et tout particulièrement, leur impact en termes de commerce extérieur. Sont ensuite analysés quelques uns des secteurs à potentiel pour nos entreprises belges. Enfin, le chapitre 'Etiquette' répertorie certains us et coutumes locaux qui devraient faciliter les contacts sur place.

L'économie brésilienne s'est hissée dans le top 10 des puissances mondiales. Tout comme les autres pays 'B.R.I.C.' (acronyme de 'Brésil Russie Inde Chine', désignant les nouveaux pays émergents), le marché brésilien se caractérise, entre autres, par une demande interne vigoureuse. Celle-ci est naturellement soutenue par la croissance démographique mais également par l'émergence d'une classe moyenne qui a vu son pouvoir d'achat largement s'apprécier.

La politique économique menée par le président Lula depuis la fin 2002 a relevé le défi de concilier réduction de la pauvreté extrême, contrôle des dépenses publiques, maîtrise de l'inflation et croissance économique. Les conséquences de ces mesures sont des taux d'intérêt élevés ainsi qu'un real surévalué. Une monnaie forte est bénéfique pour les exportateurs étrangers qui y trouvent là un avantage concurrentiel certain. Les échanges commerciaux internationaux s'intensifient et le pays présente une image d'économie ouverte recueillant une large part d'investissements directs étrangers.

Nombre de secteurs présentent un intérêt pour nos sociétés belges.

Ainsi, le secteur agroalimentaire a su exploiter les abondantes ressources naturelles ; il est demandeur d'expertise internationale.



Caractéristiques également des pays 'B.R.I.C.', les infrastructures représentent un goulet d'étranglement de la croissance économique. Par ailleurs, la prochaine organisation des 2 événements sportifs planétaires les plus importants, la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux olympiques de Rio en 2016, accentuent encore la demande de modernisation, d'extension et de sécurisation des réseaux de transport.

Le domaine pétrochimique bénéficie lui aussi de l'immense réservoir de ressources naturelles. Découverts en 2007, les gisements dits de 'pré-sal' au large des côtes brésiliennes devraient positionner le pays comme un des producteurs mondiaux majeurs d'or noir.

Portées par les succès d'Embraer, les industries aéronautiques et spatiales sont à la recherche de partenaires qui puissent les aider à poursuivre leur développement.

Les biotechnologies et le secteur de la santé prennent également leur envol et sont demandeuses d'expertise.

Enfin, le secteur audiovisuel et l'arrivée de la télévision numérique terrestre, en particulier, présentent également de nombreuses potentialités.

Nul doute que toute société, de la plus petite présentant un savoir-faire technologique ou occupant un marché de niche, à la plus grande multinationale, saisira les opportunités qu'offre ce marché très prometteur qu'est le Brésil.

Table des matières

Préface

Executive Summary

1	Données générales	6
2	Données économiques	8
	2.1. Contexte politico-économique	9
	2.1.1. Politique budgétaire	9
	2.1.2. Politique industrielle	9
	2.1.3. Politique étrangère	10
	2.2. Indicateurs clés	11
	2.2.1. P.I.B.	11
	2.2.1.1 P.I.B. en volume	11
	2.2.1.2 Taux de croissance du P.I.B.	11
	2.2.1.3 P.I.B. par tête	13
	2.2.2. Inflation	15
	2.2.3. Change	16
	2.3. Commerce extérieur	18
	2.3.1. Relations commerciales mondiales	18
	2.3.2. Relations commerciales bilatérales	20
	2.4. Investissements directs étrangers	24
	2.5. Appréciation du risque par le Dueroire	28
	2.5.1. Opérations d'exportation	28
	2.5.2. Investissements directs	29



3	Approche sectorielle	30	4	‘Success stories’ récentes	56
	3.1. Agroalimentaire	31	5	Étiquette	62
	3.2. Infrastructures	34	6	Adresses utiles	66
	3.2.1. Routes	35		6.1. Belgique	67
	3.2.2. Ports	36		6.2. Brésil	67
	3.2.3. Rail	37		6.3. Sites à consulter	68
	3.2.4. Aéroports	37		6.3.1. Organismes officiels	68
	3.2.5. Coupe du monde de football 2014	38		6.3.2. Sectoriel	69
	3.2.6. Jeux olympiques de Rio 2016	39		6.3.3. Chambres de commerce	71
	3.3. Pétrochimie	41	7	Sources	72
	3.4. Industries aéronautique et spatiale	44			
	3.5. Biotechnologies	47			
	3.6. Santé	50			
	3.6.1. Matériel médical	50			
	3.6.2. Produits pharmaceutiques	52			
	3.7. Audiovisuel	55			

1

Données générales



1. Données générales

- **Le Brésil** est une démocratie. Cette république fédérale est constituée de 26 états et d'un district fédéral, Brasilia, la capitale.
- **Superficie** : 8,5 millions de km² (285 fois la Belgique), soit :
 - le 5^{ème} rang mondial,
 - une surface légèrement inférieure à celle de l'Europe et des États-Unis,
 - 21 % du continent américain,
 - 48 % de l'Amérique Latine, le plus grand pays du sous-continent,
 - des frontières avec tous les pays d'Amérique du Sud hormis le Chili et l'Équateur
- **Population** : plus de 191 millions (plus de 19 fois la population belge), soit la 5^{ème} place mondiale et la moitié de la population d'Amérique latine,
- **Age moyen** : 28.6 ans, en 2009 (estimation) - Belgique : 40 ans, en 2007,
- **Mortalité infantile** : 23/1000 – Chine : 21/1000 - France : 4/1000 – 97^{ème} rang mondial,
- **Espérance de vie** : 72 ans - Belgique : 80 ans – 121^{ème} rang mondial,
- **84 % de la population vit en zone urbaine et 16 % dans les campagnes. La population est particulièrement dense dans les grandes agglomérations suivantes** :
 - São Paulo : 10,4 millions d'habitants (l'équivalent de la population belge), le 1^{er} pôle de développement économique, industriel et de consommation du pays,
 - Rio de Janeiro : 6,2 millions, soit le 2^{ème} pôle de développement industriel et de consommation. Rio était l'ancienne capitale du pays jusqu'en 1960. La métropole est dominée par le Pain de Sucre (voir couverture),
 - Salvador : 3 millions, 1^{ère} capitale du pays jusqu'en 1763, classée au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, 7^{ème} place en terme de consommation,
 - Brasilia : 2 millions. La capitale et district fédéral a été fondée en 1960 dans l'objectif d'attirer vers l'intérieur du pays la population et l'activité économique, toujours largement concentrées dans les grandes villes côtières méridionales et ce, afin de mieux répartir les richesses. Elle offre une allure futuriste et moderne ; elle est classée au patrimoine culturel et de l'humanité de l'Unesco.
 - Belo Horizonte : 2,5 millions, 3^{ème} pôle de consommation,
 - Manaus : unique zone franche du pays, 3^{ème} pôle industriel,
- **Langue** : portugais,
- **Religions** : catholique : 73.9 %, protestante : 16.1 %,
- **Climat** : principalement tropical et tempéré au sud. Il favorise les cultures : les récoltes peuvent y être triannuelles. Des périodes de sécheresse récurrentes peuvent néanmoins sévir dans le nord-est alors que des inondations particulièrement virulentes et le gel peuvent occasionnellement survenir au sud du pays.
- **Ressources naturelles** : bauxite, minerai de fer, manganèse, nickel, phosphates, platine, étain, uranium, pétrole, bois, énergie hydraulique, ...
- **Monnaie** : le real brésilien (code ISO : BRL) – La devise s'est fortement appréciée (voir 2.2.3. Change) :
 - EUR/BRL : 12/01/2009 : 3.07 <-> 12/01/2010 : 2.50, soit + 18.57 % avec un cours moyen de 2.75
 - USD/BRL : 12/01/2009 : 2.28 <-> 12/01/2010 : 1.73, soit + 24.12 % (effet conjugué de la hausse du real et de la dépréciation du dollar) avec un cours moyen de 1.98

2

Données économiques



1. Données économiques

2.1. Contexte politico-économique

Cette section décrit l'impact de la politique intérieure et étrangère sur la situation économique du pays.

Seront abordées les politiques budgétaire, industrielle et internationale. La gestion de l'inflation et du change sont traitées dans les sections 2.2.2. Inflation et 2.2.3. Change.

Élu fin 2002, le Président Luiz Inácio Lula da Silva, usuellement appelé 'Président Lula', a renouvelé son mandat pour 4 ans en 2006. Homme de gauche, ancien syndicaliste, les craintes étaient grandes lors de son entrée en fonction quant à une gestion macro-économique efficace. Mais le Président a su s'entourer d'hommes d'affaires (le vice-Président, José Alencar, président du PRB est à la tête d'une grande société textile) et a remis le pays sur la voie de la croissance en conjuguant maîtrise de l'inflation, contrôle des finances publiques et réduction de la pauvreté. Son 2^{ème} mandat arrive à échéance fin 2010. Les élections présidentielles auront lieu en octobre de cette année et verront s'affronter Dilma Rousseff, dauphine du Président, P.T., et José Serra, P.S.D.B., actuel gouverneur de l'Etat de São Paulo et perdant de la dernière campagne. Très charismatique, le président Lula a vu sa popularité encore renforcée au lendemain de la sélection du Brésil pour l'organisation de la Coupe du monde de Football en 2014 et des Jeux olympiques à Rio, en 2016.

2.1.1. Politique budgétaire

Le niveau de la dette est sous contrôle : fin 2009, elle s'élevait à 63 % du P.I.B..

Un objectif est annuellement fixé en termes d'excédent budgétaire primaire (soit, hors intérêt de la dette). En 2009, il s'élevait à 2.5 % du P.I.B. et à 3.3 % du P.I.B. pour la période 2010 – 2012. Il n'a pas pu être atteint en 2009, vu la diminution des recettes.

La bonne santé financière a également vu prospérer les réserves internationales qui s'élevaient à plus de 239 milliards de USD, fin 2009. Les finances publiques permettent également de renforcer l'image du pays au niveau international. En effet, pour la 1^{ère} fois, en 2009, le Brésil est devenu créancier du F.M.I. en souscrivant des obligations pour un montant de 10 milliards de USD.

2.1.2. Politique industrielle

Le pays ne veut pas être un simple fournisseur de matières premières mais désire développer, à l'intérieur de ses frontières, une chaîne de transformation de ses ressources naturelles afin de créer une valeur ajoutée. A ce niveau, l'expertise étrangère, notamment dans des marchés de niche, est la bienvenue.

La politique industrielle repose sur 5 piliers :

- l'innovation comme moteur d'une croissance durable,
- la modernisation,
- l'amélioration de l'environnement institutionnel afin de le rendre plus propice au développement d'affaires,
- la stimulation des investissements,
- la croissance externe, la conquête de nouveaux marchés offrant de nombreux débouchés.

2.1.3. Politique étrangère

Trois axes définissent la politique étrangère :

- développement des relations Sud/Sud et notamment avec les autres pays latino-américains.

Le Brésil se positionne comme un des leaders des pays émergents. Le président Lula se fait le porte-drapeau d'une diplomatie Sud-Sud visant à rapprocher les mondes sud-américains, arabes et africains.

- intensification des rapports avec les pays africains

Le président a multiplié les visites en Afrique : 8 voyages ont eu lieu depuis son accession à la présidence et c'est plus de 19 pays qui ont accueilli le chef d'Etat. 32 ambassades brésiliennes sont maintenant installées sur le continent africain.

L'Afrique a développé son commerce avec les pays BRIC. En 1993, ils représentaient 4.3 % du total des relations commerciales internationales, en 2008, 19 % et l'on estime que le chiffre de 50 % devrait être atteint en 2030. C'est la Chine qui occupe la 1^{ère} place dans ce classement. Son appétit pour les ressources naturelles l'a menée en Afrique. Le Brésil est également consommateur de pétrole en provenance du Nigéria et d'Algérie. Des multinationales brésiliennes comme Vale (extraction minière), Odebrecht (construction) et CSN (acier) sont présentes sur le continent africain.

L'Afrique est aussi une terre de débouchés pour les produits brésiliens, agro-alimentaires, entre autres.

'Tôt ou tard, l'Afrique deviendra une réalité. L'Afrique, avec l'Amérique du Sud, représente le futur des ressources naturelles mondiales'

Roger Agnelli, président de Vale, Financial Times, 01/2010.

- U.S.A.

Le Brésil a pris ses distances avec son voisin nord-américain. La position hégémonique des U.S.A. n'est plus. La volonté de marquer son indépendance s'exprime même dans l'intention d'abandonner le USD comme monnaie de référence dans les échanges intra-BRIC.

2.2. Indicateurs clés

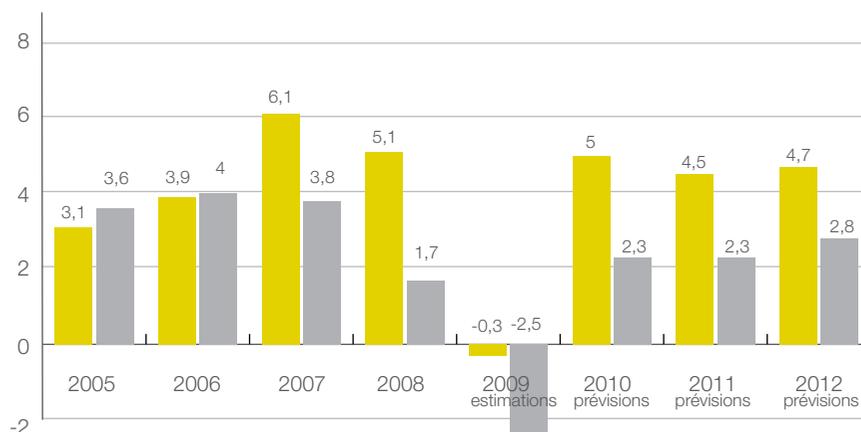
2.2.1. P.I.B.

2.2.1.1. P.I.B. en volume

En 2008, le Brésil a enregistré un P.I.B. de 1 612 539 millions de USD, soit le 8^{ème} rang mondial. En termes de P.I.B. exprimé en parité de pouvoir d'achat, il se classe à la 9^{ème} place. Il représente près de la moitié du total des P.I.B. d'Amérique du Sud.

2.2.1.2. Taux de croissance du P.I.B.

Taux de croissance du P.I.B.,
en %



Source : Economist Intelligence Unit – <http://www.eiu.com>

■ Brésil ■ Monde

La croissance annuelle moyenne s'est élevée à 4.5 % pour les exercices 2004 – 2008. Bien que ces performances soient élevées en regard des résultats mondiaux, elles sont bien en-deçà des taux atteints par la Chine et l'Inde : l'économie brésilienne présenterait un degré de maturité plus élevé que ses partenaires 'BRIC'.

La croissance du pays est soutenue par les facteurs suivants :

- augmentation de la consommation des ménages : la politique de réduction des inégalités sociales poursuivie pendant les 2 mandats du Président Lula a vu l'émergence d'une classe moyenne qui représenterait 100 millions de personnes. Leur pouvoir d'achat s'est considérablement apprécié. Cette classe moyenne est définie comme exerçant un travail officiel, louant un logement, ayant accès au crédit et possédant un véhicule,
- accès facilité au crédit notamment via la Banque Nationale de Développement Economique et Social, la B.N.D.E.S., banque publique créée en 1952,
- forte augmentation des exportations soutenue par la hausse du prix des matières premières et par un partenariat privilégié avec la Chine, devenue le premier client du pays, la croissance chinoise entraînant le Brésil dans son sillage.

Au début du second mandat du Président Lula, le 22/01/2007, un plan d'accélération de la croissance, dénommé 'P.A.C.', a été lancé afin d'atteindre un taux de croissance de 5 % annuel.

Ce plan portait sur :

- un programme de dépenses publiques conséquentes en termes d'infrastructures, le goulet d'étranglement de la croissance. Par 'infrastructures', on entend :
 - les aspects logistiques : routes, rails, aéroports et ports (l'accent est mis sur le dragage),
 - la production d'énergie : stimulation des investissements privés dont les capitaux étrangers et mise en place de concessions,
 - logements sociaux urbains.

Ces investissements étaient évalués à 300 milliards de USD.

- la création d'un contexte favorable aux affaires soit, une diminution de la bureaucratie ainsi que plus de transparence quant aux marchés publics et aux procédures administratives.

Un premier bilan a été établi à mi-parcours, l'échéance du 'P.A.C.' se situant en 2011. On constate que le 'P.A.C.' a plus absorbé le choc de la crise financière qu'il n'a effectivement contribué au développement des infrastructures du pays. On note de nombreux retards dans l'accomplissement de travaux et on ne compte plus les factures impayées. Le bilan est donc assez mitigé mais le tableau final ne sera dressé que dans 1 an. Plus que des dépenses, l'enjeu du P.A.C. est également de surmonter les obstacles juridiques et fiscaux qui entravent actuellement les investissements privés en termes d'infrastructures et de mettre en place les bases d'un partenariat public/privé bénéfiques pour les 2 parties.

Le Brésil est entré tardivement dans la crise : les premiers signes de récession ont été enregistrés lors du premier trimestre 2009. Le pays en est sorti très rapidement, dès le troisième trimestre 2009 ; c'est d'ailleurs un des 1ers pays au monde qui se soit redressé et qui a connu une si brève période de recul, soit 2 trimestres. On estime que le 'P.A.C.' a ici joué un rôle auquel il n'était pas initialement prédestiné. Par ailleurs, les bons fondements macro-économiques du pays expliquent également cette excellente résistance à la tempête internationale. Le secteur le plus touché fut celui de l'industrie où la demande s'est écroulée, ce qui eut, entre autres, comme conséquence, une augmentation du chômage.

Des mesures 'anti-crise' furent très rapidement implémentées :

- augmentation des liquidités via un abaissement des coefficients de réserves obligatoires des banques,
- accès facilité aux crédits via :
 - une diminution des taux,
 - la majoration du volume de prêts octroyés par la B.N.D.E.S. qui reçut 50 milliards de USD pour le financement de projets,
 - l'application de taux réduits pour l'achat de camions neufs et ce, dans l'objectif de rajeunir la flotte,
- stimulation de la demande interne : diminution des taxes appliquées aux véhicules automobiles, aux appareils électroménagers ainsi qu'aux matériaux de construction, majoration du salaire minimum, prise de participation dans une banque spécialisée dans le financement des véhicules d'occasion et ce, afin de relancer la vente de véhicules neufs,

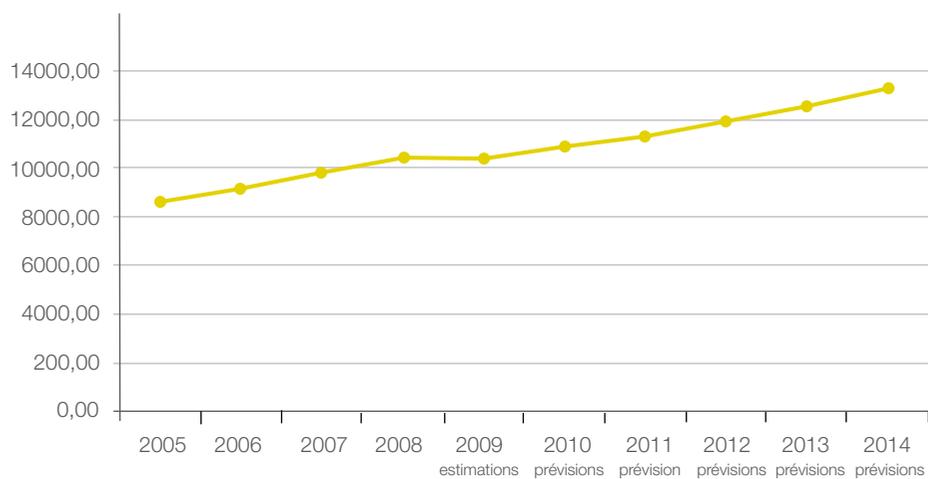
- divers programmes sociaux de diminution des inégalités dont la construction d'un million de logements à destination de la population disposant d'un revenu modeste et le financement de 60 000 tracteurs et 300 000 équipements agricoles au travers du programme dénommé 'More & better food'.

Ces mesures de politique monétaire, budgétaire et fiscale ont été particulièrement efficaces puisqu'on assiste déjà à un rebond de la production industrielle. Dans plusieurs secteurs manufacturiers, l'utilisation des capacités de production n'est plus très loin des niveaux antérieurs à la crise. Par ailleurs, la consommation privée reste soutenue et le chômage s'est stabilisé.

Les prévisions de croissance pour l'année 2010 ont été confirmées ; elles s'élèveraient à 5 %, soit plus de 2 fois la performance mondiale attendue.

2.2.1.3. P.I.B. par tête

P.I.B. par tête, en parité de pouvoir d'achat, en USD



Source : Economist Intelligence Unit - <http://www.eiu.com>

— P.I.B. par tête

Avec un P.I.B. par habitant dépassant légèrement les 10 000 USD par an, le Brésil devance largement la Chine (6 150 USD) et l'Inde (2 750 USD), ses 'consoeurs' BRIC mais reste encore largement à la traîne de la Russie (15 936 USD). La Belgique affiche, quant à elle, un montant de 36 530 USD par habitant, en 2008.

Une efficace politique de transferts sociaux a contribué à l'émergence d'une classe moyenne et à la réduction des inégalités via une redistribution des fruits de la croissance. Récemment encore, le programme 'Bolsa família' qui attribue une allocation aux enfants scolarisés de classes défavorisées visait à diminuer les disparités sociales. De plus, un real fort facilite les importations et augmente le pouvoir d'achat. La popularité de Lula n'est pas étrangère à ces programmes de politique sociale. On estime que depuis son accession au pouvoir, le taux de pauvreté extrême aurait chuté de 1/2.

Il n'en reste pas moins que le chemin à parcourir reste encore long, comme le témoignent les chiffres ci-après :

- La mortalité infantile est de 22/1 000 ; en Belgique, elle s'élève à 5/1 000,
- L'espérance de vie est de 72 ans,
- Le pays compte 10 % d'illettrés à l'âge adulte,
- 4.5 millions de familles n'ont pas de terre,
- 3 % des propriétaires se partagent 60 % des surfaces rurales.

Par ailleurs, le travail forcé existe encore. La violence et la criminalité armée sont monnaie courante ; le référendum d'octobre 2005 a rejeté l'interdiction du libre commerce des armes et munitions...

Pauvreté rime également avec corruption, économie souterraine et manque de transparence.



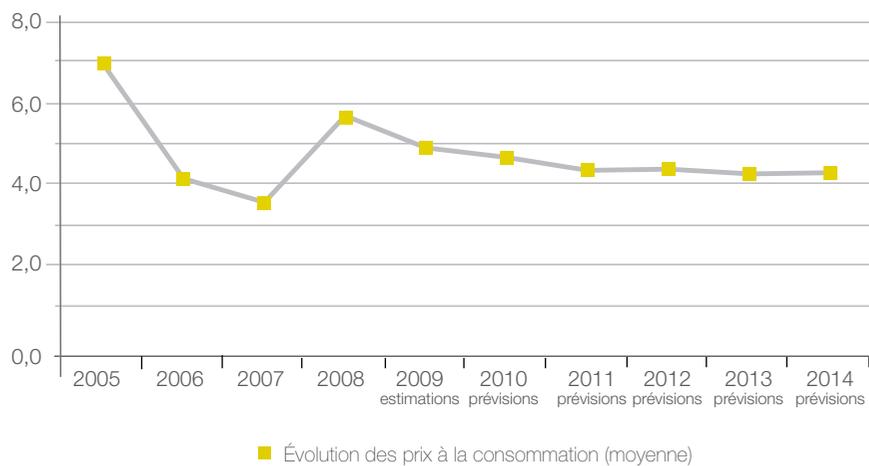
- Vivent avec moins de 10 USD par mois
- Vivent avec moins de 100 USD par mois
- Vivent avec moins de 1 000 USD par mois
- Vivent avec plus de 100 000 USD par mois

On constate des différences régionales et sectorielles conséquentes. Ainsi, São Paulo concentre 33 % du P.I.B. brésilien et 22 % de sa population. À São Paulo toujours, le salaire moyen industriel est 3 fois plus élevé que le salaire moyen dans le secteur du détail à Bahia. La région du sud-est s'approprie 63 % du P.I.B. alors qu'elle rassemble 43 % de la population et représente 11 % de la surface du pays.

On oppose souvent les 7 États les plus riches du Sud, dénommé 'G7' par rapport aux 20 États les plus pauvres, 'G20'. Il existe d'importantes différences en termes de P.I.B. par habitant dans ces Régions, reflet des disparités économiques et sociales.

2.2.2. Inflation

Inflation, réelle, estimée et prévue,
en %



Source : Economist Intelligence Unit – <http://www.eiu.com>

Dans la période d'après-guerre, le pays a subi une période d'hyper-inflationnisme, conséquence d'une croissance rapide. En 1994, l'introduction du plan real et de la nouvelle monnaie ont permis de maîtriser l'évolution galopante des prix. Depuis 1999, le real flotte librement (voir section 2.2.3. Change).

Le Brésil offre maintenant un des taux d'intérêt réels les plus élevés du monde industriel.

Vigilante, la Banque centrale veille à respecter un objectif maximal de 4,5 % d'inflation. Une poussée inflationniste pourrait se manifester si le prix des matières premières venait à monter et si la croissance économique s'accélérait, ce qui est actuellement le contexte dans lequel se trouve le pays. En décembre 2009, le taux d'inflation s'élevait à 4,3 %, soit très proche du seuil d'intervention de la Banque centrale. On s'attend donc à un relèvement des taux, le SELIC, le taux directeur overnight, étant à un plancher historique de 8,75 % depuis juillet 2009. Les pressions politiques contre cette mesure impopulaire se manifestent à l'approche des élections d'octobre 2010. L'approche des élections pourraient également freiner le retrait d'une série de mesures 'anti-crise' alors que la reprise économique le justifierait.

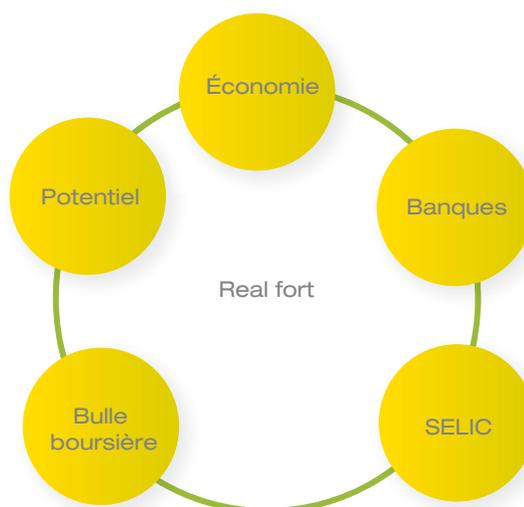
2.2.3. Change

Taux de change BRL/USD et BRL/EUR, réels, estimés et prévus



L'année 2009 a vu l'appréciation du BRL face au USD, au JPY, à l'EUR et à l'ARS, entre autres. La force du BRL face au USD résulte tant de la valeur intrinsèque de la monnaie brésilienne-même que d'une faiblesse du USD.

Les analystes estiment que le real est la monnaie la plus surévaluée au monde. Pourquoi ?



- Tout d'abord, une monnaie forte est le reflet de fondements macro-économiques solides. La croissance économique, la maîtrise de l'inflation, la demande interne soutenue, un solde budgétaire primaire positif, une dette publique sous contrôle ainsi qu'une productivité allant croissant contribuent à l'excellente santé financière du pays.
- De plus, un système bancaire solide et rigoureux a permis d'éviter les aléas rencontrés par la plupart des pays lors de la crise mondiale.
- Le SELIC, le taux directeur de la Banque centrale, attire lui aussi les investisseurs en affichant un insolent 8.75 %, bien qu'il s'agisse d'un plancher historique.
- Le potentiel du pays à court et à moyen terme est énorme : l'exploitation des immenses réserves pétrolières découvertes en 2007 (voir section 3.3 Pétrochimie) ainsi que l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques de Rio en 2016 (voir section 3.2 Infrastructures) sont autant de facteurs qui génèrent un enthousiasme national.
- Le tableau ne serait pas complet si l'on n'évoquait les excellentes performances boursières de 2008, 80 % de croissance, soit un des meilleurs résultats des places des pays émergents, record qui suscite des craintes quant à la création d'une bulle spéculative. Dans l'objectif de maîtriser cet enthousiasme et de réduire la surchauffe, le 11 octobre 2009, une taxe a été appliquée sur l'entrée de capitaux étrangers portant sur des opérations financières.

Quelles sont les conséquences d'une monnaie forte, notamment en termes de commerce extérieur ?

Les importations sont privilégiées puisqu'elles sont plus compétitives. Il s'agit donc d'un facteur particulièrement positif pour nos échanges avec le Brésil. Cette situation permet en effet d'accroître le pouvoir d'achat en termes de produits et services achetés à l'étranger.

Les exportations, à l'inverse, devraient être pénalisées, ce que les chiffres infirment (voir 2.3.1. Relations commerciales mondiales).

Les explications sont les suivantes :

- tout d'abord, la productivité est élevée, ce qui permettrait de compenser un taux de change défavorable,
- pour la plupart des produits, et tout particulièrement pour le secteur agroalimentaire, la chaîne de transformation complète se situe, en général, sur le sol brésilien ; les échanges produits sont donc réglés dans la monnaie nationale, sans perte de compétitivité due à une fluctuation de taux de change.

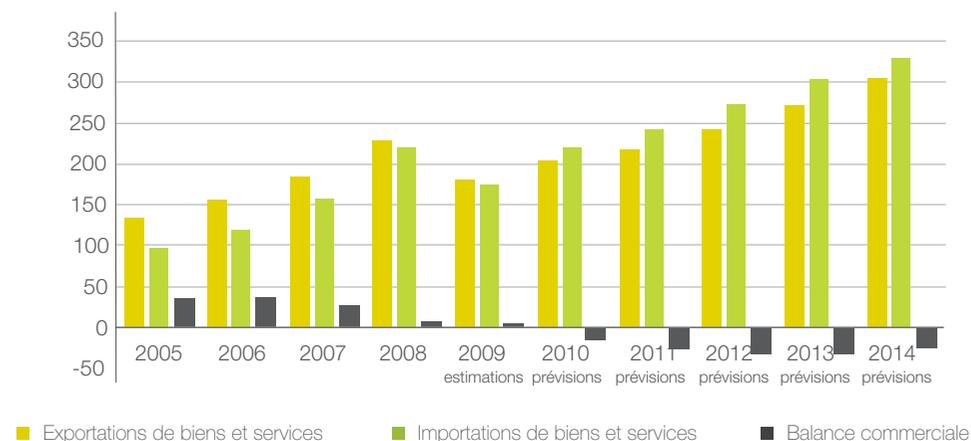
Les entreprises se plaignent cependant qu'une monnaie nationale forte couplée à une volonté politique de maintenir des taux d'intérêt à un niveau élevés (maîtrise de l'inflation) pénalise leur compétitivité à l'exportation en termes de prix tout en les condamnant à un marché du crédit plus restreint. Cette compétitivité est d'autant plus mise à mal que le marché mondial de sortie de crise est plus concurrentiel, particulièrement face à la Chine qui connaît une situation inverse avec un yuan sous-évalué.

Un des souhaits du Président Lula serait d'utiliser une devise autre que le USD notamment pour les échanges commerciaux 'intra' BRIC. Cette demande a été rejetée par la Chine.

2.3. Commerce extérieur

2.3.1. Relations commerciales mondiales

Relations commerciales du Brésil,
en milliards de USD, réelles, estimées et prévues



La période 2004 – 2008 est caractérisée par une intensification des flux commerciaux tant à l'import qu'à l'export. Les ventes à l'étranger ont bénéficié de succès commerciaux importants notamment venant d'Embraer. La balance commerciale reste positive mais se dégrade progressivement, les importations croissant plus rapidement que les exportations. Ces dernières sont pénalisées par un real fort (voir section 2.2.3 Change) alors que portées par la consommation des ménages et les investissements des entreprises, les importations progressent, elles, régulièrement.

En 2009, la crise économique mondiale a causé une forte diminution des échanges commerciaux. La forte croissance des achats chinois au Brésil, notamment pour les fèves de soya et le minéral de fer, ainsi que le restockage n'ont pas suffi à compenser l'écroulement général de la demande.

En 2008, les 5 principaux clients du pays sont :

- les États-Unis : 13.9 %,
- l'Argentine : 8.9 %,
- la Chine : 8.3 %,
- les Pays-Bas : 5.3 %,
- l'Allemagne : 4.5 %.

En 2008, on répertorie les pays suivants comme principaux fournisseurs :

- les États-Unis : 14.8 %,
- la Chine : 11.6 %,
- l'Argentine : 7.7 %,
- l'Allemagne : 6.9 %.

Depuis avril 2009, la Chine est devenu le principal partenaire économique du Brésil. Les exportations en sont dès lors dépendantes. On constate également une augmentation des échanges commerciaux avec le Moyen-Orient, l'Amérique Latine et l'Afrique, au détriment des États-Unis. Ceci résulte de la volonté politique du Président Lula de développer les relations Sud/Sud et entre pays émergents.

Pour 2010, on devrait assister à une reprise des exportations soutenue par la croissance de la demande pour les matières premières et par une augmentation des prix. Si on inclut l'ensemble des activités liées à l'agriculture, cette dernière devrait représenter 10 à 30 % du P.I.B. or les produits agricoles représentent 40 % des exportations. Une évolution à la hausse des matières premières a donc un impact conséquent sur les exportations. La reprise des négociations de Doha constitue aussi un facteur de poids ; on estime qu'un échec coûterait 10 milliards de USD par an. Les ventes à l'étranger ne devraient pas revenir au niveau de 2008. Les importations devraient également connaître une forte hausse en 2010 ; les informations de début d'année confirment cette tendance : ce sont principalement les achats de pétrole qui soutiennent ce mouvement.

On s'attend à ce que le pays poursuive sa politique d'ouverture. On constate cependant une certaine difficulté et une lenteur certaine à conclure des accords multilatéraux. Ce sont surtout des conventions bilatérales qui sont signées.

En 2008, le Brésil a principalement exporté :

- du matériel de transport et des équipements : 14.6 %,
- des métaux : 11 %,
- du soya et les produits dérivés y associés : 7.6 %,
- des produits chimiques : 2,9 %.

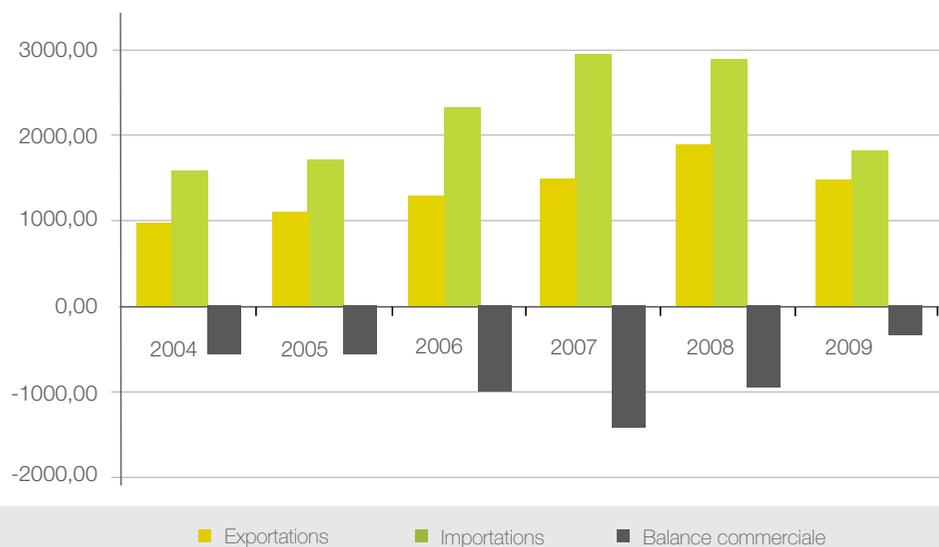
Les matières 1^{ères} suivantes connaissent tout particulièrement une forte croissance : soya et dérivés, minerai de fer mais aussi pulpe de bois, polymères et dérivés de canne à sucre.

Les achats brésiliens à l'étranger en 2008 ont principalement porté sur :

- des machines et appareillages électriques : 25.8 %,
- du pétrole et ses dérivés : 16.6 %,
- des produits chimiques : 15.8 %,
- du matériel de transport : 11.3 %.

2.3.2. Relations commerciales bilatérales

Commerce bilatéral (biens), Belgique-Brésil,
en millions d'EUR

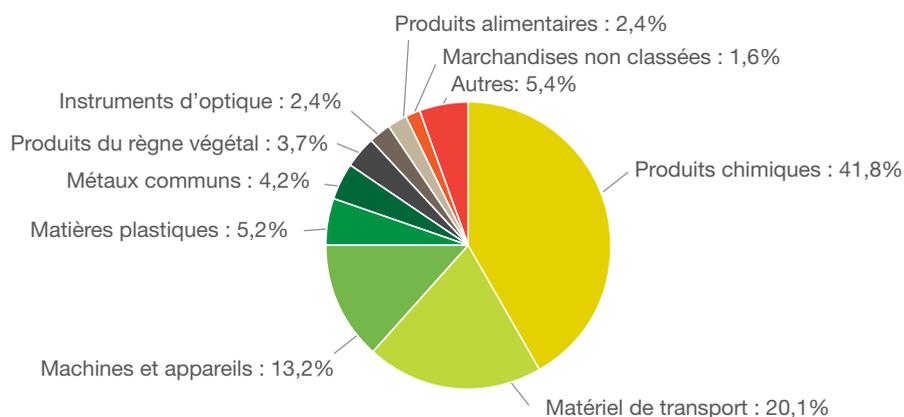


À long terme et en excluant 2009, année exceptionnelle, les échanges entre la Belgique et le Brésil s'intensifient. La balance commerciale est structurellement déficitaire en faveur du Brésil. Depuis 2008, le solde se réduit, les exportations croissant plus rapidement que les importations.

En 2009, on note une diminution équivalente des ventes (- 20.9 %) et achats belges (- 36.7 %) au Brésil, conséquence de la crise économique.

Exportations

Répartition sectorielle des exportations en 2009



Source : Institut des Comptes nationaux – <http://www.nbb.be>

En 2009, les exportations belges à destination du Brésil se sont composées principalement de 3 sections qui se sont adjugé 75,1% des livraisons de la Belgique à ce pays. Il s'agit plus précisément:

- des produits chimiques qui avec EUR 615,8 millions ont pris à leur compte 41,8% des exportations belges à destination du Brésil,
- du matériel de transport (dont travaux d'infrastructures) qui, avec un total de EUR 296,6 millions, s'est adjugé une part de 20,1%,
- des machines et appareils qui se sont attribué 13,2% des exportations belges et dont les ventes ont totalisé EUR 194,5 millions.

De toutes les sections reprises ci-après, celle des produits alimentaires a enregistré avec 26,1% la progression la plus remarquable. D'autres accroissements ont été notés pour les instruments d'optique, les marchandises non classées et les produits chimiques. Ces sections ont connu une progression de respectivement 23,8%, 8,0% et 4,5%.

Les autres sections reprises dans le graphique ci-dessous voient leurs exportations régresser.

Le recul le plus important est à mettre sur le compte des produits minéraux dont les ventes ont chuté de 76,1% après s'être accrues de 25,2% en 2008. Les 5 sections restantes accusent quant à elles des contractions se situant entre - 29,0% et - 37,2%.

Ces reculs conjugués avec bon nombre d'autres font qu'à l'issue de 2009 les exportations belges à destination du Brésil ont fléchi de 20,9%.

Le Brésil est le 27^{ème} client, tous pays confondus, de la Belgique et le 1^{er} au niveau du continent latino-américain, soit 37 % des exportations belges.

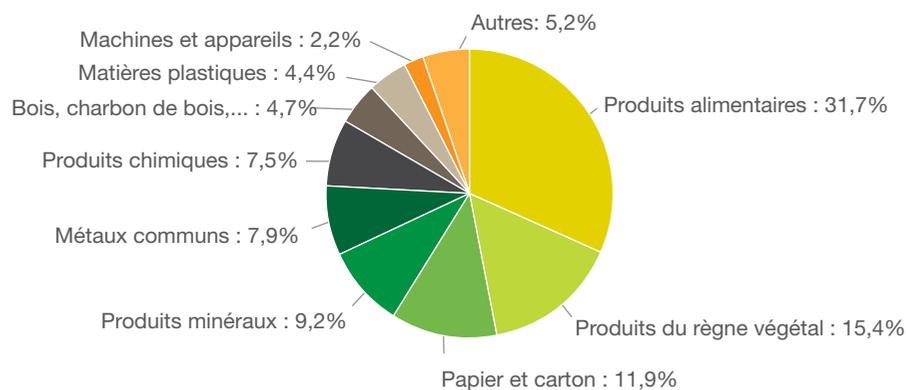
Le fichier des exportateurs belges vers le Brésil de l'Agence pour le Commerce Extérieur répertorie 1079 exportateurs vers le Brésil et 1919 firmes intéressées par ce marché, en mars 2010.

Les événements suivants devraient contribuer au développement des relations commerciales belgo-brésiliennes :

- relance du programme nucléaire civil,
- exploitation des couches de 'pré-sal' en haute mer avec Petrobrás (voir section 3.3 Pétrochimie),
- large programme d'investissements publics et privés pour le développement des infrastructures,
- Coupe du monde de football en 2014 (voir section 3.2.5. Coupe du monde de football 2014),
- Jeux olympiques de Rio en 2016 (voir section 3.2.6. Jeux olympiques de Rio 2016),
- taille du marché domestique et émergence d'une classe moyenne.

Importations

Répartition sectorielle des importations en 2009



Source : Institut des Comptes nationaux – <http://www.nbb.be>



En 2009, **les importations belges** en provenance du Brésil ont consisté essentiellement en 3 sections qui ont représenté 59,0% des importations belges totales en provenance du Brésil, à savoir:

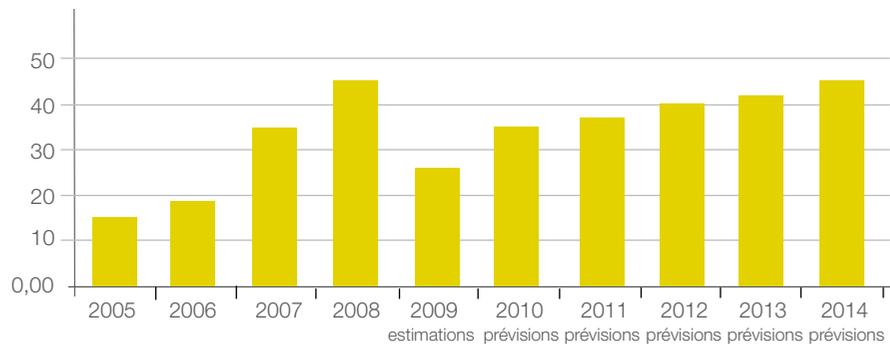
- les **produits alimentaires** qui se sont attribué 31,7% des achats belges et dont les importations ont totalisé EUR 578,3 millions,
- les **produits du règne végétal** qui avec EUR 280,6 millions ont pris à leur compte 15,4% des importations belges en provenance du Brésil,
- la section **papier et carton** qui s'est attribué 11,9% des achats belges et dont les importations ont totalisé EUR 216,7 millions.

Les produits alimentaires sont la 1^{ère} section d'importance à l'importation : on remarque ici la puissance de l'industrie agroalimentaire brésilienne (voir section 3.1 Agroalimentaire).

Le Brésil est le 16^{ème} fournisseur au niveau mondial et le 1^{er} fournisseur latino-américain de la Belgique (50 % des achats belges en Amérique latine se font au Brésil).

2.4. Investissements Directs Étrangers

Investissements directs étrangers au Brésil
en milliards de USD, réels, estimés et prévus



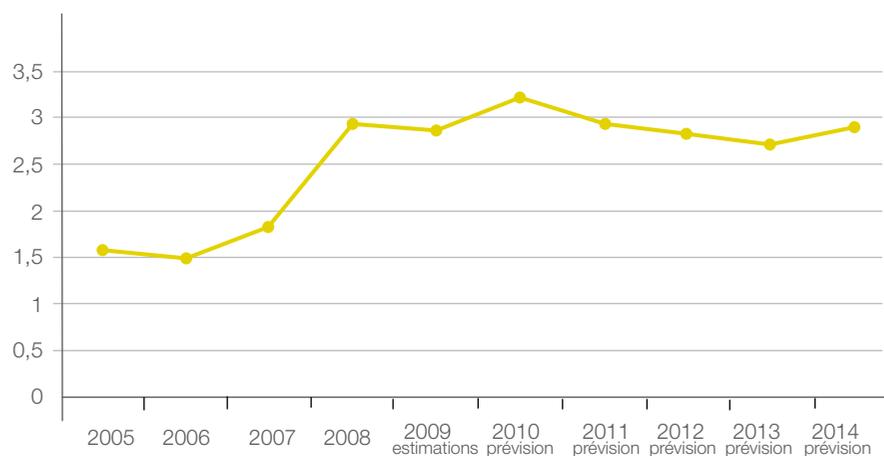
Source : Economist Intelligence Unit – <http://www.eiu.com>

Si l'on considère 2009 comme une année exceptionnelle (crise économique mondiale) et que l'on étudie 2008, on constate que les I.D.E. ont progressé de 30 % alors que, mondialement, ils régressaient de 14 %. Ce chiffre atteste de l'attrait du Brésil comme terre privilégiée d'investissements.

En Amérique du Sud, le pays arrive en tête de classement, devant le Mexique et pour l'ensemble des pays émergents, il occupe la 2^{ème} position derrière la Chine. Sur le sous-continent latino-américain, il attire 48 % du total des investissements étrangers (résultats pour 2007).

2009 a vu une forte diminution et le niveau d'investissements des années ultérieures dépendra fortement de la vitesse et de la vigueur de la reprise internationale, en général, et de celle de ses partenaires privilégiés, en particulier.

Part brésilienne des investissements directs étrangers mondiaux en %



Source : Economist Intelligence Unit – <http://www.eiu.com>

Le Brésil représente 3 % des I.D.E. mondiaux alors que son P.I.B. correspond à 1 % du P.I.B. mondial et qu'il s'octroie une part de 1 % des échanges commerciaux. Les investissements surpondèrent dès lors le commerce extérieur.

850 des 1 000 premières entreprises mondiales sont établies au Brésil sous formes de filiales ou de joint ventures (notion de partenariat). Tous les secteurs sont représentés ; on peut citer, de manière non exhaustive, Monsanto, Texaco, Holcim, Du Pont, Renault, Honda, Nestlé, Procter & Gamble, Wal Mart, Casino, UBS AG, ABN Amro, ...

Comment expliquer un tel engouement pour cette destination ?



juridique
bureaucratie
crédit
infrastructures

corruption
fiscalité
charges sociales

marché intérieur
ressources naturelles
main-d'œuvre
système bancaire
contrôle de l'inflation

démocratie
stabilité de l'économie
plateforme d'exportation
télécommunications



Les arguments qui plaident en faveur du Brésil sont nombreux ; subsistent néanmoins des facteurs qui pourraient améliorer les conditions d'investissement.

Tout d'abord, le pays est une démocratie avec des fondements macro-économiques stables assortis d'une volonté politique de maintien de cette bonne santé financière (dont maîtrise de l'inflation (voir section 2.2.2. Inflation), contrôle de la dette publique, constitution de réserves internationales, ...). Il reste cependant à fournir des efforts conséquents en termes de fiscalité, en général, et de réduction des charges sociales, en particulier. La fiscalité ne présente pas de permanence dans le temps, son application est aléatoire et ses taux, élevés. Le pays n'occupe que la 150^{ème} place (sur un total de 183) dans le classement établi par le 'World Bank group' (01/2010) pour ce critère. La corruption est encore trop largement répandue et les scandales y liés fréquents, notamment dans le parti du Président, le PT. Notons également que la bureaucratie reste excessivement lourde. A titre exemplatif, il faut plus de 120 jours pour établir une société au Brésil alors que la moyenne dans les pays de l'O.C.D.E. s'élève à 13 jours.

Le règlement des conflits et l'interprétation des lois se fait encore de manière très arbitraire par les Etats fédérés et municipalités.

Par ailleurs, le cadre réglementaire pour les partenariats publics/privés conserve un caractère complexe mais devrait être simplifié. Les prises de participation sont limitées dans certains secteurs (aéronautique, santé publique, ...).

Il est important également de souligner que le système bancaire repose sur des fondements solides, ce qui est appréciable au vu de la situation mondiale dans ce secteur. Malheureusement, les taux d'intérêts en vigueur sont les plus élevés du monde industrialisé et ne facilitent dès lors pas l'accès au crédit.

Le marché domestique est vaste et constitue ainsi une large source de débouchés. Tant le nombre d'habitants (la population devrait compter 259 millions d'individus en 2050) que leur âge (la moitié de la population a moins de 20 ans) et leur pouvoir d'achat (émergence d'une classe moyenne comptant 100 à 300 millions de personnes) expliquent le décollage économique du pays. Les richesses sont cependant inégalement réparties au sein du pays.

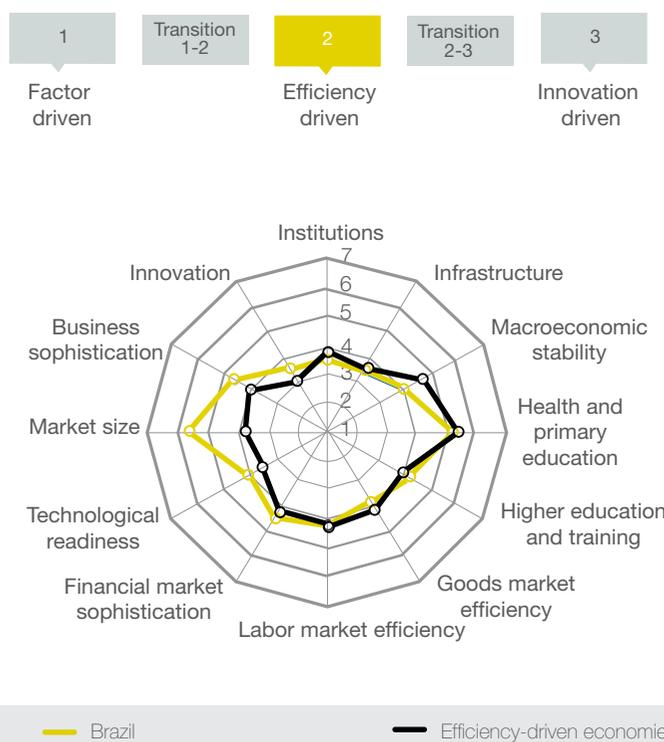
Si l'on considère la population du point de vue de la 'main d'œuvre', on peut affirmer qu'elle est bien formée et motivée mais qu'elle subit néanmoins la concurrence des pays 'low cost'.

Les ressources naturelles offrent un potentiel conséquent ; rappelons que le Brésil est le 3^{ème} exportateur agricole et un des 1ers fournisseurs de minerais.

La situation géographique du pays en fait une des plateformes d'exportation vers les nations avoisinantes.

Les infrastructures représentent encore un goulot d'étranglement de la croissance. Au sein de l'Amérique latine, le pays se classe en 2^{ème} position derrière le Chili en termes de 'Infrastructure private investment attractiveness' (World Economic Forum, 2007).

Stage of development



Source : World Economic Forum, 'the Global Competitiveness Report' 2009 - 2010.

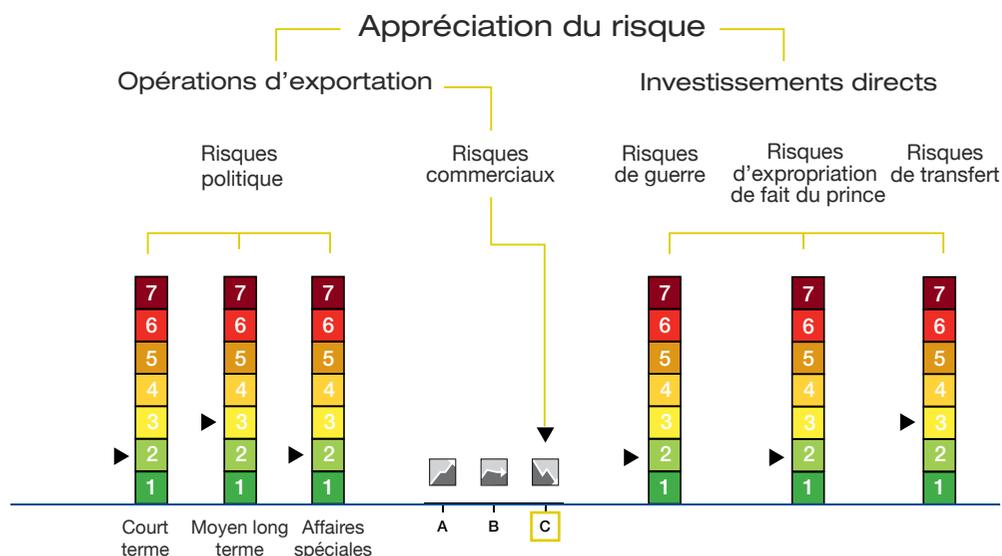
Le schéma ci-dessus synthétise la compétitivité du pays suivant différents critères. La taille du marché brésilien est à nouveau mise en valeur.

Les principaux pays investisseurs au Brésil sont les Etats-Unis (19.3 % des I.D.E. entre 2001 et 2006) et les Pays-Bas (18.1 % pour la même période). Ont également une présence significative : le Canada, le Japon, le Luxembourg, l'Espagne, la France, l'Allemagne et le Portugal. L'appétit chinois pour les matières premières a amené ce pays à renforcer sa présence au Brésil comme l'illustre le récent crédit de 10 milliards de USD octroyé par la Banque Chinoise de Développement et Sinopec, une compagnie pétrolière chinoise, à Petrobrás en échange de 200 000 barils quotidiens de pétrole brut résultant de l'exploitation des derniers gisements de pré-sal découverts au large des côtes.

Poussées par un real fort et un fort esprit d'entreprises, les firmes brésiliennes investissent à l'étranger. Les multinationales, notamment, renforcent leur position sur les 5 continents (Petrobrás, Vale, Embraer, ...).

2.5. Appréciation du risque par le Dueroire

2.5.1. Opérations d'exportation :



Source : Office National du Dueroire – <http://www.ondd.be>

Le 'risque politique' doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme par exemple, les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de «fait du prince». Les 'risques politiques' sont modérés : classes 2 et 3.

Par 'risque commercial', on entend le risque résultant de la détérioration de la situation financière du débiteur, entraînant son impossibilité de payer. Le 'risque commercial' se situe en classe C, soit la plus élevée.

POSSIBILITÉS ET CONDITIONS DE COUVERTURE :

Cette couverture peut être offerte en 'open account', c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire ne soit requise.

Pour plus d'informations sur les possibilités de couverture, voir :

<http://www.ondd.be/webondd/Website.nsf/AllWeb/Brazil?OpenDocument&Disp=2&Language=fr>

2.5.2. Investissements directs :

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys)fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur.

Les cotations obtenues pour ces 3 classes de risque sont correctes : 2 ou 3.

3

Approche sectorielle



Les secteurs faisant l'objet d'une attention particulière lors de la mission sont étudiés ci-après. Pour chacun d'eux, nous examinerons des données chiffrées pertinentes, analyserons le contexte avant de clôturer par un relevé des opportunités.

Parmi ceux-ci, nous examinerons en particulier :

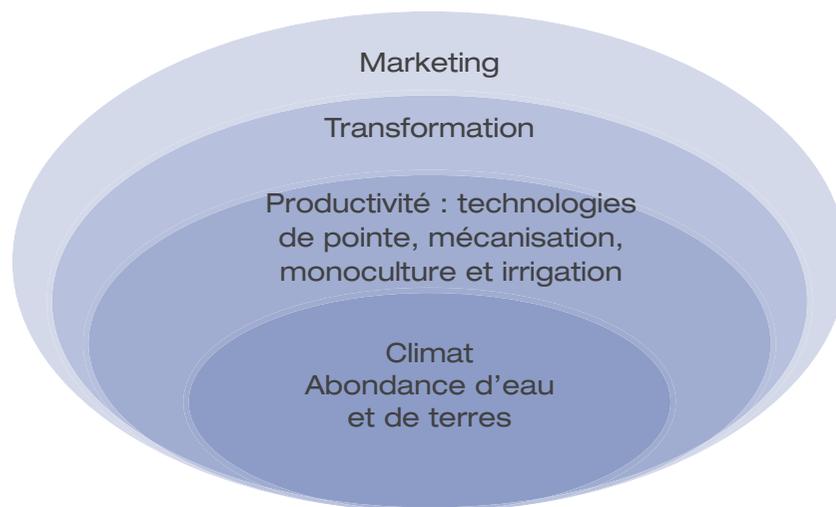
- l'agro-alimentaire,
- les infrastructures,
- la pétrochimie,
- l'industrie aéronautique et spatiale,
- les biotechnologies
- la santé,
- l'audiovisuel.

3.1. Agro-alimentaire

QUELQUES CHIFFRES :

- 1^{er} pays producteur de café (dont arabica : 36 % du total mondial) et d'oranges (dont jus d'oranges : 50 % des livraisons mondiales),
- 2^{ème} fournisseur de sucre, de soya, de viande (1,3 million de tonne de viande bovine et 0,5 million de tonne de viande porcine exportées en 2008), de poulet (3,6 millions de tonnes exportées en 2008), de feuilles de tabac, de bananes et d'éthanol,
- 3^{ème} producteur de maïs, d'ananas, de poivre ainsi que de noix de cajou,
- 8^{ème} producteur mondial de fruits de mer (dont principalement des langoustes et grandes crevettes),
- 70 000 tonnes de scampis produits en 2008; pour 2009, 90 000 tonnes estimées,
- la plus grande réserve mondiale (25 %) de terres vierges commercialement exploitables, hors forêt amazonienne, soit 90 millions d'hectares et plus du double des surfaces actuellement utilisées, soit 91 millions d'hectares pour 77 millions d'hectares actuellement utilisés,
- 14 % des réserves d'eau mondiales,
- 30 % de pertes entre la récolte et l'arrivée sur les gondoles,
- 42 % des exportations brésiliennes proviennent du secteur agroalimentaire,
- L'agro-industrie représente 23 % du P.I.B.,
- 17 millions d'employés, soit 37 % de la population active,
- Dans les 500 premières entreprises du pays, figurent 54 entreprises agroalimentaires,
- champions de la croissance : sucre, viande, produits laitiers et boissons,
- 40 millions de tonnes de production d'aliments pour le bétail,
- plus de 180 variétés de crème glacée aux fruits,
- 1998-2008 : les exportations agricoles brésiliennes sont passées de 21.5 milliards de USD à 71.8 milliards de USD,
- L'agro-négoce fournit la majorité de l'excédent commercial brésilien,
- taux de croissance estimé de la production agricole pour la période 2008-2018 : + 25 %,
- On estime que les produits suivants ont le plus gros potentiel de croissance : soja, blé, viande, volaille, huile de soja et lait.

CARACTÉRISTIQUES :



Le pays bénéficie de richesses naturelles qu'il a su parfaitement exploiter : un climat tempéré (permettant deux, voire trois, récoltes annuelles), un ensoleillement propice aux cultures, une réserve de terres non encore exploitées encore considérable et des réserves d'eau conséquentes. Des 851 millions d'ha que compte le pays, 340 millions sont exploitables. Actuellement, 77 millions sont cultivés et 172 millions sont à l'usage de pâtures, soit un solde de 91 millions d'hectares encore utilisables.

Depuis les années 1990, d'importants gains de productivité, le mouvement de mécanisation et de modernisation des exploitations ainsi que l'augmentation des surfaces cultivées ont contribué à la montée en flèche de la production agricole.

L'amélioration considérable de la productivité se mesure tant au niveau des cultures que de l'élevage :

- Entre 1990 et 2008, les récoltes de céréales sont passées de 58 à 144 millions de tonnes alors que les terres cultivées ont augmenté de 37,9 millions d'ha à 47,7 millions d'hectares, soit une croissance de 26 %; la productivité a dès lors presque doublé,
- Le nombre de têtes de bétail a évolué de 78.6 millions en 1970 à 169.9 millions aujourd'hui alors que les terres sous pâtures ont seulement crû de 154.1 millions d'hectares à 172 millions d'hectares.

L'optimisation de la productivité conduit de plus en plus souvent à la monoculture.

Les agriculteurs doivent cependant faire face à des infrastructures encore largement insuffisantes pour assurer un transport efficace des produits, des taux d'intérêt fluctuant, un real fort et une bureaucratie lourde.

En aval, la mise en place d'un puissant complexe agro-industriel capable de transformer et de valoriser les denrées agricoles couplée à des actions marketing puissantes ont fait du Brésil un acteur incontournable de l'agri-business au niveau mondial. 55 % des produits agroalimentaires

sont transformés et 45 % sont consommés frais. Peu de denrées alimentaires sont exportées à l'état brut. La majorité d'entre elles sont transformées ; la tendance générale est à l'incorporation de valeur ajoutée. La demande est donc grande pour l'apport de plus values technologiques. Si le marché est porteur, il est aussi difficile d'accès. Il est conseillé de recourir à des partenaires locaux et de viser des niches de marché bien spécifiques. Le marketing particulièrement efficace contribue aussi au succès de ce secteur à l'échelle mondiale. Ainsi, la dernière boisson à la mode, le jus de noix de coco, a suscité l'intérêt général lorsqu'on a vu Madonna en boire. L'enthousiasme pour ce produit s'est concrétisé par le rachat d'Amacoco, la plus grande société brésilienne productrice de boissons à base de noix de coco, par Pepsi. Coca-Cola a alors jeté son dévolu sur Zico, un producteur californien de jus de noix de coco.

Les producteurs brésiliens n'hésitent pas à s'exporter et privilégient fréquemment les investissements étrangers et ce, afin de s'affranchir des barrières tarifaires.

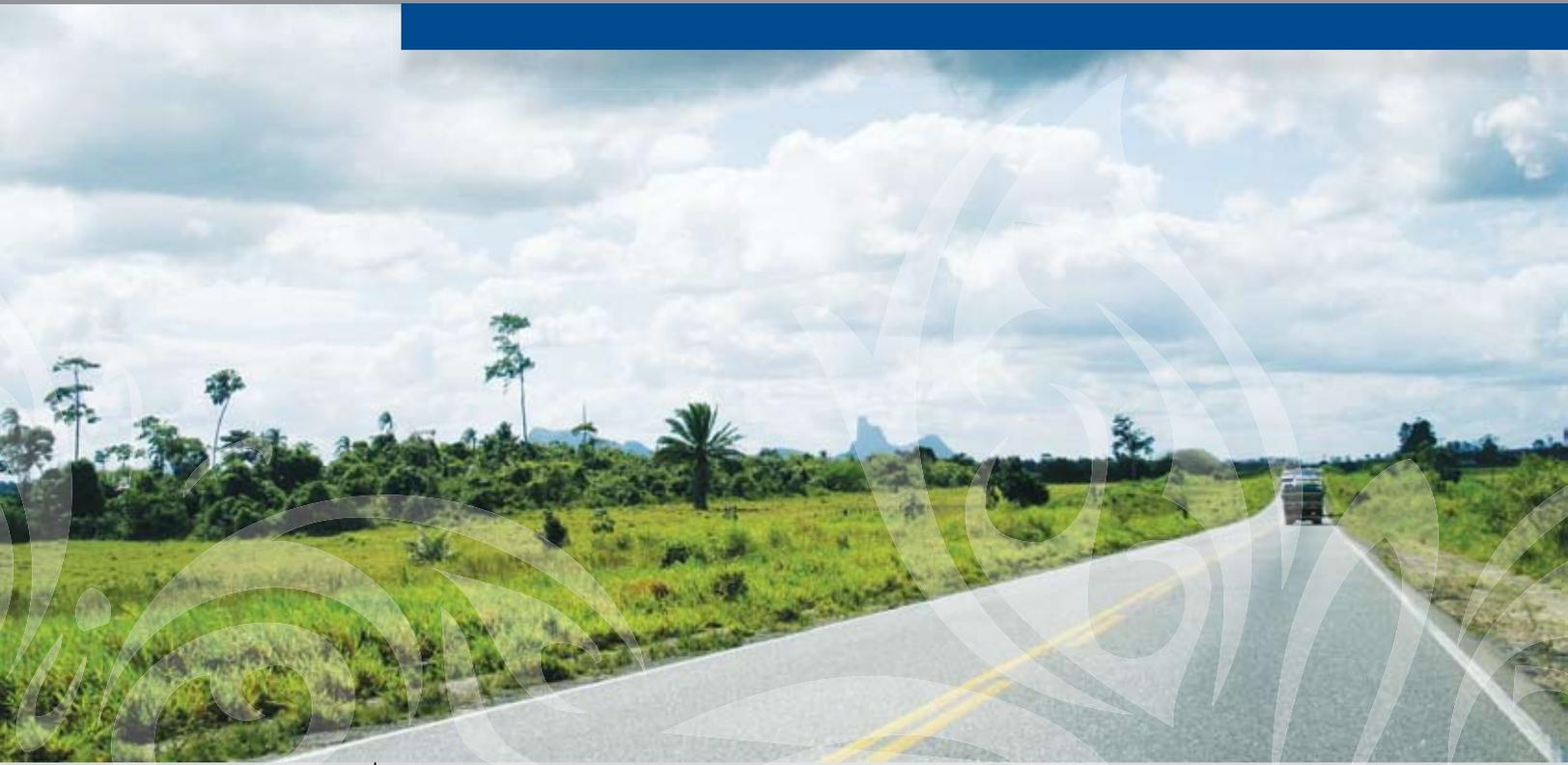
Géographiquement, on note une concentration de la production dans le sud-est ; la majorité des industries agroalimentaires se situent dans l'Etat de São Paulo.

Bien que le pays soit autosuffisant en termes alimentaires, il existe un marché à l'export pour les produits finis. En effet, les consommateurs brésiliens sont friands de produits de marque présentant un excellent rapport qualité/prix ; ainsi, les pays du Mercosul, l'Europe et les U.S.A. sont les principaux fournisseurs de produits alimentaires finis. Alors que le Mercosul présente des avantages compétitifs en termes de prix (barrières tarifaires et coûts de transport réduits), l'Europe bénéficie d'une réputation d'excellence et les USA, d'un cours de change USD/EUR intéressant. Il s'agit d'un marché hautement concurrentiel. Le renforcement du pouvoir d'achat de la classe moyenne accentue encore cette tendance. Les produits étrangers disposant d'une image forte sont perçus comme des signes extérieurs de richesse.

OPPORTUNITÉS

Le pays présente de nombreuses opportunités en fourniture de biens d'équipements, de services agricoles et agroalimentaires notamment dans les domaines suivants : maîtrise de la sécurité alimentaire, en particulier de la chaîne du froid et des technologies liées (appareils de mesure et de contrôle de températures d'air, équipements de réfrigération, de congélation, de surgélation, protection du fruit depuis sa récolte jusqu'à sa vente (matériel de nettoyage, de tri, de calibrage et de conditionnement), logistique, filière pêche, filière fruits, génétique animale et végétale, produits alimentaires finis présentant un excellent rapport qualité/prix, équipements pour les industries alimentaires de transformation, nouvelles technologies relatives à la filière agroalimentaire (bio- et nanotechnologies, par exemple), secteur des aliments pour le bétail et la pêche, équipements pour la transformation de la viande, produits finis haut de gamme, secteur de la panification (farines spéciales, additifs de boulangeries, produits de boulangerie surgelés, ...), technologies et équipements pour la transformation des matières premières, renouvellement et accroissement des capacités de production, ...

'Si j'étais un investisseur, je placerais mon argent dans le secteur de la logistique et dans celui des engrais.', R. Rodrigues, ex-Ministre de l'Agriculture, *Financial Times*, 'Superpower is ready to feed the world', 03/11/2008



3.2. Infrastructures

QUELQUES CHIFFRES :

- 95 % du transport de passagers et 60 % du transport de fret s'effectuent par le réseau routier,
- Pour la période 1994-2004, les flux transitant par les ports ont presque doublé,
- 8500 kilomètres de bordures côtières et ports dont 3 sous concessions privée,
- 45 ports,
- plus de 700 aérodromes et aéroports ouverts à la circulation aérienne publique, soit le 2^{ème} rang mondial,
- En 2008, 2.1 millions de vols, 113.2 millions de passagers transportés et 724 000 tonnes de fret aérien,
- 26 millions de visiteurs sont attendus pour la Coupe du Monde de Football en 2014,
- Pour les Jeux olympiques 2016, le budget du Comité d'organisation se monte à 3 milliards de USD auxquels il faut ajouter 12.5 milliards de USD pour les travaux d'infrastructures,
- La billetterie des Jeux olympiques devrait rapporter 36 milliards de USD, soit 7 millions d'entrées.

CARACTÉRISTIQUES :

Les infrastructures constituent le talon d'Achille du pays et représentent un réel frein à sa croissance et à son développement. Leur état pénalise entre autres l'écoulement et l'exportation des produits agricoles et ont un impact négatif sur la productivité. Le commerce extérieur allant croissant, les besoins en infrastructure performantes se font de plus en plus urgents. La saturation et la vétusté du réseau représentent également des opportunités commerciales à exploiter.

La croissance annuelle des dépenses publiques ayant trait aux infrastructures pour la période 2003-2011 devrait s'élever à environ 18 %. Les experts estiment cependant qu'il faudrait plus du double des sommes réellement dépensées pour parer uniquement aux problèmes urgents. Le P.A.C. a prévu 296 milliards de USD pour le poste 'Infrastructures', à investir entre 2007 et 2010. Alors que les élections se profilent, moins de la moitié de cette somme aurait été réellement déboursée. Par ailleurs, la bureaucratie et les délicates interactions entre les 3 niveaux de pouvoir, Etat fédéral, Etats fédérés et Municipalités, ralentissent considérablement les travaux et génèrent des impayés. Paradoxalement, la crise économique et financière paralyse certains grands projets d'infrastructures.

Les réseaux de transport restent pourtant un critère déterminant pour les I.D.E. et force est de constater que l'Amérique Latine est à la traîne et n'atteint pas le niveau des pays asiatiques tant en termes de couverture que de qualité. Un rapport de la Banque Mondiale montre que le total des investissements en infrastructure calculés en pourcentage du P.I.B. a fortement diminué : le Brésil serait ainsi passé d'un taux de 5 %, dans les années 1980, à moins de 2 %, au début 2000 et est resté depuis lors trop bas (1 % en 2008 et 1.2 % estimé pour 2009). Alors que dans les années 1980, la situation sud-américaine présentait un léger avantage par rapport aux pays du sud-est asiatique, en 2000, l'indice 'Infrastructures' tel que calculé par la Banque mondiale était deux fois plus élevé pour ces derniers que pour les pays d'Amérique du Sud.

Au Brésil, la situation diffère selon le réseau : routier, ferroviaire, portuaire et aéroportuaire. Par ailleurs, la Coupe du monde de football 2014 ainsi que l'organisation des Jeux olympiques à Rio en 2016 auront un impact important sur ces infrastructures. Les sous-sections suivantes abordent ces particularités : routes, ports, rails, aéroports, Coupe du monde de football 2014 et Jeux olympiques de Rio 2016.

3.2.1. Routes

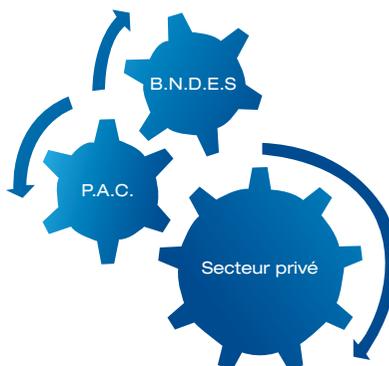
60 % du transport de fret et 95 % du transport de passagers est assuré par le réseau routier. Alors qu'il avait bénéficié d'importants investissements publics à partir des années 1960-1970, il a progressivement été délaissé. Les routes sont en mauvais état hormis les 15 000 kilomètres dont l'exploitation a été concédée au secteur privé. Le développement des centres logistiques et la nouvelle distribution géographique qui s'ensuit est largement dépendante de l'extension du réseau autoroutier.

3.2.2. Ports

Quant au secteur portuaire, il reste largement sous-développé pour répondre de manière satisfaisante à la demande actuelle. Le potentiel est conséquent, le Brésil disposant d'une des plus grandes côtes navigable au monde et ce, sans évoquer le transport fluvial. Par ailleurs, la productivité y est faible. À titre exemplatif, on peut citer :

- le délai d'autorisation pour déplacer un conteneur qui s'élève à 39 jours alors que la moyenne mondiale est de 25 jours,
- le nombre de conteneurs déplacés par heure qui est de 10 à Rio et de 30 à Hambourg alors que la facturation par conteneur est de 500 USD à Rio pour 150 à 200 USD à Hambourg.

Le secteur portuaire souffre également d'une accessibilité par routes et rails que l'on peut qualifier de précaire. On constate dès lors que les entreprises privilégient les transports routiers et ferroviaires au détriment des ports. Le commerce extérieur est particulièrement pénalisé par cette situation.



Amélioration des infrastructures portuaires et fluviales

Afin d'y remédier, plusieurs mesures ont été prises. Tout d'abord, l'appel au secteur privé se concrétise sous la forme d'octroi de concessions pour l'exploitation de terminaux. Depuis la mise en vigueur de cette décision, on a assisté à l'ouverture de 87 terminaux privés et l'on estime les montants ainsi investis à plus de 689 millions de USD.

Selon la B.N.D.E.S., la Banque nationale de développement économique et social, les investissements prévus dans le secteur portuaire s'élèvent à 3 milliards de USD, pour 2008-2011. Il est fait appel au privé pour la fourniture d'équipements pour les terminaux, le public gardant la main sur la construction, la maintenance, le dragage, l'accès et la gestion portuaire.

Le P.A.C. contribuerait au tiers de ces sommes et met l'accent sur le dragage, considéré comme crucial dans l'amélioration de la productivité. Plus de 25 projets de nouveaux ports seraient à l'étude. Il semblerait que les sommes effectivement déboursées ne sont pas à la hauteur des prévisions.

Enfin, la B.N.D.E.S., elle-même, a investi 223 millions de USD dans le transport fluvial et 397 millions de USD dans plusieurs projets portuaires, en 2005.

3.2.3. Rail

Le transport ferroviaire représente quant à lui, un potentiel énorme. Il est en effet considéré comme étant le mode de transport le moins cher, le moins risqué et le plus efficace (un wagon déplace l'équivalent de 3 camions de 35 tonnes). La privatisation de 1997 a concédé ce mode de transport au secteur privé. Trois opérateurs dominent actuellement le marché : América Latina Logistics, CVRD et MRS détiennent 99 % de parts de marché. Depuis cette époque, c'est le secteur ferroviaire qui a le plus bénéficié d'investissements privés, ce qui a eu pour conséquence une forte croissance du nombre de conteneurs transportés (141 % de plus de 2000 à 2005). La part du fret ferroviaire dans le total du fret transporté est passée de 20 % en 1997 à 26 % en 2005 ; elle devrait s'élever à 30 % en 2009.

Le réseau est saturé et souffre du manque d'investissements en matière de nouvelles lignes. Il n'est pas en mesure de répondre aux besoins actuels.

D'ambitieux projets sont à l'étude dont celui d'un T.G.V. reliant Saõ Paulo à Rio. Il devrait être prêt pour les Jeux olympiques de Rio en 2016. Son coût avoisinerait 10 milliards de USD. Il serait la base d'un réseau grande vitesse desservant les principales villes du pays.

3.2.4. Aéroports

Quant au transport aérien, il reste relativement peu développé en regard du nombre d'habitants et de l'étendue du pays. Une majorité de Brésiliens préfèrent se déplacer en bus et ce, même pour des trajets supérieurs à 2 000 kilomètres. Le marché intérieur a été libéralisé et les compagnies aériennes ont privilégié l'exploitation des lignes les plus rentables. La desserte de près de 350 villes a été abandonnée. En pâtissent tout particulièrement le nord du pays et l'Amazonie. L'arrivée de compagnies 'low cost' permettrait peut-être de changer la donne.

Infraero, compagnie de droit public dépendant du Ministère de la défense détient la majorité des aéroports (dont tous les internationaux), terminaux et stations de support. Il occupe une place dominante. En 2008, 140 millions d'EUR ont été investis dans les aéroports gérés par Infraero.

Des projets de privatisation d'aéroports sont à l'étude : sont visés à court terme, les aéroports Galeaõ (Rio) et Viracopos (Campinas). Ce passage au secteur privé devrait permettre de remédier aux lacunes en termes d'infrastructures, de services et de management.

En vue de la Coupe du monde de football 2014 qui se tiendra dans 12 villes, Infraero s'est engagé à remettre à niveau les aéroports des villes qui accueillent les matches pour le 1^{er} trimestre 2014. Ce budget avoisinerait 1.9 milliard d'EUR et devrait être financé par une ouverture de son capital au privé de plus de 50 %.

L'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques à Rio en 2016, les deux événements sportifs planétaires les plus importants, permettra de concrétiser rapidement de grands projets d'infrastructures et apportera des améliorations considérables et durables aux réseaux de transport, entre autres. Le pays en attend de substantielles retombées économiques, directes et indirectes.





3.2.5. Coupe du monde de football 2014

Eu égard à la superficie du pays, 12 villes ont été retenues pour l'organisation de la Coupe du monde de football en lieu et place de 10 traditionnellement : Belo Horizonte, Brasilia, Cuiabá, Curitiba, Fortaleza, Manaus, Natal, Porto Alegre, Recife, Rio, Salvador et São Paulo.

'La Coupe du Monde laissera un héritage permanent avec des améliorations dans le domaine du transport, de la santé, des égouts, de l'épuration des eaux ainsi que de la sécurité.'

Ricardo Teixeira, Président de la confédération brésilienne de football, 2009.

Chaque ville hôte devra mettre à disposition un stade. Ainsi, 5 nouveaux stades seront construits et 7, rénovés. Le budget global consacré aux stades devrait avoisiner 2,2 milliards de USD selon la Confédération brésilienne de football.

La B.N.D.E.S. financera 75 % des travaux avec un maximum de 232 millions de USD par stade dont 9 sont publics et 3, privés.

La prise en charge sera répartie entre l'Etat et les partenariats privés.

Les experts estiment que les stades représentent 10 à 15 % du total des investissements. Hormis les stades, seront également impactés :

- les transports publics urbains : extension des lignes de métro existantes, aménagement de couloirs de bus, octroi d'une concession pour un nouveau chemin de fer urbain reliant l'aéroport de São Paulo au centre ville, construction d'une ligne à grande vitesse São Paulo – Rio – Campinas (à confirmer),
- l'aménagement et sécurité de l'espace public, canalisations d'égouts,
- le trafic aérien (voir section 3.2.4. Aéroports) : modernisation et extension des aéroports des villes hôtes,
- les télécommunications : retransmission des matches en qualité HDTV et fonctionnement en parallèle de nombreux studios de télévision,
- l'hôtellerie : très forte augmentation du nombre de lits.

Pour la seule ville de Rio, on estime les investissements à 10 milliards d'EUR.

Un temps important a été perdu dans le choix des villes hôte. Le projet global accuserait déjà plusieurs mois de retard.

3.2.6. Jeux olympiques de Rio 2016

Les Jeux olympiques et paralympiques qui seront organisés à Rio en 2016 seront les premiers jamais organisés en Amérique latine et, nous promettent les autorités, 'les meilleurs de l'histoire'. Le pays capitalisera sur l'expérience des Jeux panaméricains de Rio 2007. Par ailleurs, le Brésil et Rio pourront déjà tester leur capacité d'organisation en recevant en 2014 la Coupe du monde de football.

'Rio 2016' servira de catalyseur à l'extension et à la modernisation des infrastructures de transport de la ville. En effet, les épreuves étant distantes les unes des autres, il est important de développer un réseau de trafic interurbain performant. Les projets d'amélioration considérable de ce réseau se calquent sur les projets de développement à long terme de la ville. C'est la qualité de vie des habitants qui s'en trouvera ainsi durablement améliorée. Ces travaux de grande ampleur permettront de rénover les régions défavorisées, d'accélérer les projets environnementaux et d'intégrer les différentes zones de la ville.

Plus de la moitié des installations sportives ont déjà été testées et utilisées. Les infrastructures purement sportives devraient mobiliser un budget avoisinant 3 milliards de USD qui sera consacré à :

- à la rénovation d'installations déjà existantes,
- à la construction de nouvelles installations,
- au montage d'installations temporaires.

Classé monument historique, le mythique stade Maracanã accueillera les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques 2016 ainsi que la finale de la Coupe du monde de football. Il sera fermé pendant 3 ans pour des travaux de rénovation qui s'élèveraient à plus de 250 millions de USD, financés à hauteur de 75 % par la B.N.D.E .S..

En ce qui concerne les infrastructures, on prévoit des investissements de plus de 12.5 milliards de USD pour :

- le développement de 43 kilomètres de couloirs de transports publics de haute capacité, soit un système dénommé Bus Rapid Transit dont le coût est plus modéré et l'exécution plus rapide que le métro,
- de nouvelles voies,
- des rénovations et agrandissement des systèmes de métros et trains urbains,
- la conclusion de l'arc routier dans la région métropolitaine.

De plus, des mesures technologiques et opérationnelles seront prises comme :

- la rationalisation des transports en commun,
- des mesures pour décourager l'utilisation des voitures privées,
- l'amélioration du système du contrôle des feux,
- la centralisation de la gestion du trafic urbain,
- ...

OPPORTUNITÉS

Afin de remédier au sous-investissement chronique dont souffre le secteur des infrastructures, une loi fédérale a vu le jour en 2004 ; elle définit la portée des partenariats publics-privés (PPP). Eu égard aux spécificités du marché et à la complexité des démarches, il est conseillé de nouer des accords avec des sociétés brésiliennes.

Il existe une importante demande pour les biens et services suivants :

- appareillages électriques et électroniques à haute valeur ajoutée pour les aéroports,
- divers projets aéroportuaires portant sur l'installation, l'extension et la modernisation de terminaux, la construction de tours de contrôle, la construction et l'optimisation de pistes d'atterrissage et de décollage, la détection des drogues et explosifs, les radars, le transport des bagages,
- experts en génie civil,
- études d'ingénierie,
- toute société apportant une réelle expertise technique,
- fourniture d'équipements et de services sur des niches de marché relatives aux infrastructures et transports,
- infrastructures sportives et technologies de retransmissions,
- ...





3.3. Pétrochimie

QUELQUES CHIFFRES :

- L'activité pétrolière représente 10 % du P.I.B.,
- Le Brésil produit autant de pétrole que le Koweït,
- 17^{ème} rang mondial en termes de réserves pétrolières,
- Les réserves de pétrole brésiliennes sont estimées à 33 milliards de barils,
- Le plan stratégique 2009-2013 de Petrobrás, la principale société de production, prévoit une croissance de 55 % des investissements, soit 174 milliards de USD,
- croissance de production annoncée pour 2009-2011 : 59 %,
- Petrobrás est la 1^{ère} société brésilienne, tous secteurs confondus, et la 8^{ème} entreprise pétrolière mondiale,
- Les nouveaux gisements découverts fin 2007 se classent au 3^{ème} rang mondial. Il s'agirait de la plus importante découverte des 30 dernières années.

CARACTÉRISTIQUES :

Le pays est autosuffisant depuis 2006 et est devenu exportateur net en 2008. Ce surplus de production ira croissant : en effet, en novembre 2007, des gisements gigantesques ont été découverts en mer. Ils sont dénommés 'pré-sal' en raison de leur localisation sous une épaisse couche de sable, de roche et de sel (pouvant aller jusqu'à 7 000 mètres). L'accès et l'extraction en sont donc compliqués ; par ailleurs, le 'pré-sal' présente une teneur élevée en CO2 qui nécessite un raffinage spécifique. Ces nouvelles réserves représenteraient au moins 100 milliards de barils (la production quotidienne brésilienne avoisine actuellement 1.9 millions de barils). Il va sans dire que cette découverte présente des opportunités exceptionnelles. Vu l'importance de ces gisements, le gouvernement a temporairement bloqué l'attribution des permis d'exploiter et ce, afin de définir une stratégie qui gère et régule au mieux ces imposants gisements.

Par ailleurs, des 29 bassins sédimentaires actuellement répertoriés par l'A.N.P. (l'Agence nationale du pétrole brésilien), seuls 5 % sont explorés ; on s'attend dès lors légitimement à découvrir des sources additionnelles conséquentes d'or noir.

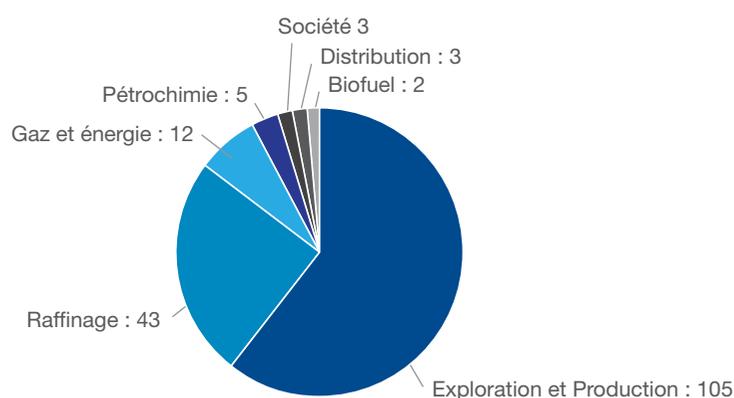
On comprend donc les pressions de l'O.P.E.P. sur le pays afin qu'il devienne membre de l'organisation.

Depuis la promulgation de la loi sur l'énergie en 1997, Petrobrás, société détenue à plus de 30 % par l'Etat, a perdu le monopole d'exploration et de production. En pratique, Petrobrás détient aujourd'hui 12 raffineries sur 14 et produit 98 % du pétrole. Il a également remporté la majorité des concessions mises en vente, d'où un quasi-monopole de fait. Ainsi sur 1.9 million de barils quotidiennement produits, 1.855 proviennent de Petrobrás.

Les raffineries actuelles ont été conçues à une époque où la plus grande partie du pétrole à traiter était une huile légère. Le pétrole actuellement extrait est plus lourd que par le passé et d'importants volumes sont exportés pour être raffinés. Petrobrás a dès lors planifié la construction de 5 raffineries supplémentaires permettant un travail correspondant à la nouvelle qualité, dont une qui fonctionnera également comme unité pétrochimique.

Outre ces nouvelles installations, Petrobrás a également prévu de construire 11 nouvelles plateformes d'extraction et d'ajouter 175 navires à sa flotte. L'industrie navale bénéficie de l'essor pétrolier : la demande de FPSOs ('Floating Production Storage and Offloading, soit un navire ou une unité flottante utilisée pour la production pétrolière offshore), de plateformes, de navires de ravitaillement offshore et de navires citerne va croissant. Pour ce secteur, Petrobrás est à l'affût des dernières technologies. 40 tours de forage seraient également installées d'ici 2017.

Investissements 2009-2013 de Petrobras, par sous-secteur
en milliards de USD



OPPORTUNITÉS

Vu la situation de quasi-monopole de Petrobras, le moyen le plus facile pour pénétrer le marché est de fournir l'ex-société publique via un partenaire local. On estime en effet que Petrobras travaille avec des partenaires locaux pour 51 % de ses dépenses d' "Exploration et de Production" et pour 92 % du raffinage. Globalement, 75 % des commandes de Petrobras seraient passées à des fournisseurs brésiliens. Les partenariats privés permettent également de répondre aux exigences publiques en termes de 'contenu local' et facilitent les procédures d'enregistrement.

Outre Petrobras, on répertorie une cinquantaine de sociétés actives dans le domaine. On estime leurs investissements à plus de 20 milliards de USD sur les 2 années à venir. La demande est en croissance constante.

Les produits et services suivants présentent des opportunités d'affaire certaines :

- équipement et services offshore dont : conduits flexibles, puits de pétrole, pompes, valves, tiges de forages, services souterrains, plateformes...
- onshore : pompes, équipements de forage, équipement de contrôle des flux, compresseurs, échangeurs de chaleur, automatisation des usines, simulation de puits, ...
- 'Services Engineering, Procurement, Construction and Installation', services d'inspection et de maintenance,
- construction navale,
- exploration et production, raffinage, transport, distribution.



3.4. Industries aéronautique et spatiale

QUELQUES CHIFFRES :

- 500 sociétés qui emploient 50 000 personnes,
- 5^{ème} flotte d'affaires au monde,
- 7^{ème} parc d'hélicoptères,
- Saõ Paulo possède la 1^{ère} flotte urbaine mondiale d'hélicoptères devant New York et Tokyo,
- Embraer occupe 17 000 personnes et détient 45 % du marché mondial des jets régionaux (30 à 120 places),
- Embraer, 3^{ème} avionneur mondial et leader mondial de la construction de jets régionaux,
- Embraer a fourni 6 000 avions à travers le monde et est le 3^{ème} exportateur du pays,
- La société a contribué à améliorer le solde de la balance commerciale à hauteur de 8.2 milliards de USD, ces 11 dernières années,
- Embraer prévoit une demande de 6 750 jets dans les prochaines années, soit un chiffre d'affaires potentiel de 220 milliards de USD,
- Embraer a produit 204 avions en 2008 tous segments confondus (i.e. commercial, défense, public), soit 20 % de plus qu'en 2006 ; l'estimation de 2009 porte sur 270 appareils,
- En 2008, Embraer a reçu des commandes fermes pour 21.6 milliards de USD,
- Embraer a investi 450 millions de USD en 2009,
- Plus de la moitié des appareils de la flotte aérienne brésilienne ont été construits par Embraer qui fournit également près de 20 autres forces aériennes.

CARACTÉRISTIQUES :

Embraer, ex-société publique qui fut privatisé en 1995, conçoit, produit et commercialise des appareils qui s'adressent à 3 segments de marché : commercial, jets privés (une activité qui a démarré en 2002) et défense. Ses quartiers généraux sont établis à Saõ José dos Campos à 90 kilomètres de Saõ Paulo. L'activité consiste principalement en l'assemblage de pièces importée ; la valeur ajoutée en termes de fabrication est faible. Il existe donc là un marché important à l'export : pour la période janvier 2008 à fin août 2008, les importations se sont élevées à 1,565 milliard de USD.

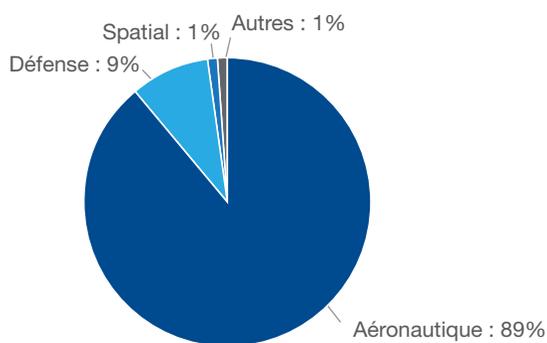
On note une croissance importante dans le secteur des hélicoptères. Le marché de la maintenance représente quant à lui un marché annuel de 2 milliards de USD, soit un des plus importants au niveau mondial.

Secteur aéronautique brésilien

Année	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires annuel, en milliards de USD	4.3	6.2	7.55
Taux de croissance du chiffre d'affaires annuel, en %		44%	22%
Emploi	22 000	25 200	27 100

Source : Aerospace Industries Association of Brazil Numbers

Le taux de croissance du secteur est conséquent et démontre qu'il existe de réelles opportunités.

Répartition du chiffres d'affaires par segment, en % pour 2008

Source : Aerospace Industries Association of Brazil Numbers

La majorité des revenus provient du secteur aéronautique qui voit sa part passer de 91.3 %, en 2007 à 89.13 % en 2008 au profit de la défense (6.6 % en 2007 à 8.79 % en 2008) et des activités spatiales (de 0.4 % en 2007 à 0.57 % en 2008).

L'industrie spatiale est centrée sur les observations terrestres ; en effet, au vu de l'étendue du pays, de l'importance de sa zone côtière, de ses immenses ressources naturelles et de la dissémination de la population, les satellites sont utilisés à des fins météorologiques, océanographiques, de communication et de navigation.

C'est de la base d'Alcântara que sont lancés les satellites. Le centre bénéficie d'une localisation géographique privilégiée (situation quasi équatoriale) qui lui permet de présenter des coûts concurrentiels par rapport aux centres indiens et russes, entre autres.

Les universités brésiliennes, les centres de recherche et le secteur privé participent à l'activité en fournissant des services et équipements. Afin de soutenir le développement du secteur, des partenariats internationaux ont notamment été signés avec l'Ukraine, la Russie, la Chine et l'Europe. EADS Astrium a ainsi pris une participation de 42 % dans la société brésilienne Equatorial Sistemas. Elle y apportera son savoir-faire technique et fournira des équipements optiques et des radars pour les programmes spatiaux brésiliens.

L'activité se développe très lentement en raison de moyens financiers trop limités.

OPPORTUNITÉS

- construction,
- matériaux composites,
- avionique embarquée,
- ingénierie,
- équipements,
- maintenance,
- navigation,
- systèmes de contrôle aérien,
- segment des hélicoptères dont composants et pièces,
- spatial : expertise dans le domaine de la microgravité, de la physique spatiale, de l'astronomie, des télécommunications, de la météorologie, des satellites de navigation, des lanceurs, des systèmes de propulsion, de la transmission de données, de l'étude des sols et des catastrophes.



3.5. Biotechnologies

QUELQUES CHIFFRES

- 320 entreprises brésiliennes actives dans ce secteur,
- 30 000 travailleurs,
- le plus grand marché de santé animale en Amérique latine et le 5^{ème} au niveau mondial,
- revenus annuels 2008 pour le marché agrochimique : 2.5 milliards de dollars,
- Près de 100 % du matériel et des équipements utilisés dans ce secteur à Belo Horizonte sont importés,
- 2^{ème} contributeur mondial aux bases de données de séquences de gènes humains.

CARACTÉRISTIQUES :

Faiblesses/Menacesdomination
du secteur public

brevets

Forces/Opportunités

biodiversité

expertise

investissements
publics

Le secteur des biotechnologies brésilien est constitué d'un tissu de petites et moyennes entreprises avec un chiffre d'affaires souvent inférieur à 250 000 USD. Il s'agit d'un secteur relativement jeune qui a pris son envol au milieu des années 1990.

Le pays compterait plus de 250 000 espèces végétales ; il offre ainsi la plus grande biodiversité mondiale. La forêt amazonienne et la forêt atlantique présentent la plupart des gènes des zones tropicales.

Les produits répondent aux besoins locaux. Ils sont le fruit d'une grande expertise technique financée majoritairement par l'Etat. En effet, les universités concentrent plus de 80 % des activités et investissements ; 90 % du personnel qualifié travaille dans une institution publique. Les investissements en termes d'équipements sont donc fonction du bon vouloir du gouvernement de sorte que l'infrastructure matérielle peut être désuète et dépassée. En 2007, le président Lula a annoncé des dépenses publiques de l'ordre de 5 milliards de USD pour les 10 années à venir. Elles seront consacrées à la recherche et au développement dans le domaine de la santé, de l'agronomie, de l'industrie ainsi que de l'environnement. Les partenariats public/privé seront également promus dans le but de ramener la proportion de financement pour les études à 50/50. L'équilibre entre la contribution des deux secteurs est difficile à trouver mais devrait, dans les années à venir, maximiser la contribution des biotechnologies en termes tant de santé humaine que de résultats financiers. Une des pierres d'achoppement reste la politique relative aux brevets. La loi y relative est peu claire. Le délai de traitement des brevets des médicaments, par exemple, peut dépasser 7 ans ; c'est pourquoi la plupart des sociétés brésiiliennes font enregistrer leurs brevets à l'étranger.

Les sous-secteurs suivants bénéficient des résultats des recherches en biotechnologies :

- diagnostics : immunologie et tests rapides,
- médicaments : génériques,
- santé animale : vaccins,
- agrobusiness : identification des gènes responsables des maladies des plantations et cultures, amélioration des plantes, micro-propagation, bio-pesticides inoculés, virus, ...
- environnement : traitement et purification des eaux, traitement des résidus, ...
- food processing : culture et importation d'O.G.M.,
- produits biochimiques : production d'enzymes pour le diagnostic clinique, procédé biologique pour les eaux résiduelles, herbicides...

Géographiquement, les entreprises biotechnologiques sont concentrées dans le sud et le sud-est du pays. Belo Horizonte présente le plus grand nombre de sociétés et d'employés, le chiffre d'affaires le plus élevé et le plus grand nombre de produits commercialisés. Selon la Banque Interaméricaine de Développement, Belo Horizonte est le plus grand centre biotechnologique d'Amérique Latine.

OPPORTUNITÉS

Les organismes actifs dans ce secteur sont à la recherche de partenariats industriels (pharmaceutiques, diagnostic, agroalimentaire, ...) pour la fabrication et la commercialisation de leurs découvertes.

Par ailleurs, la majorité des équipements de laboratoires et les consommables sont importés. Il existe donc des opportunités à saisir pour les produits suivants : réactifs en biologie moléculaire, tests rapides pour une grande variété de maladies comprenant le HIV, la grippe aviaire, instruments pour les recherches médicales, services de tests en laboratoire pour les diagnostics agricoles, tests de détection précoce du cancer, des maladies cardiovasculaires, des maladies infectieuses et des drogues, kits de diagnostics in vitro, instruments scientifiques et biotechnologiques, équipements pour laboratoires, mini-centrifugeuse, set micropipettes, pipette aid, mélangeurs et transilluminateurs, tests Elisa, identification de transgéniques, test immunologiques, turbidimétrie utilisée pour des analyses quantitatives, kits pour le diagnostic animal (anémie des équidés, maladie des pattes et de la bouche, brucelloses et tuberculose bovine), test d'évaluation de la qualité de la nourriture, tests rapides pour la santé et la reproduction animale, ions sélectifs, self-tests pour le secteur des soins personnels, tests des agents d'écotoxicité et de mutagénicité qui affectent les milieux aquatiques, diagnostic de micro-toxines, endotoxines, bio-corrosion et microprocesseurs, bio-indicateurs de pollution, réactifs pour les recherches en sciences du vivant, réactifs pour la biologie moléculaire, ...



3.6. Santé

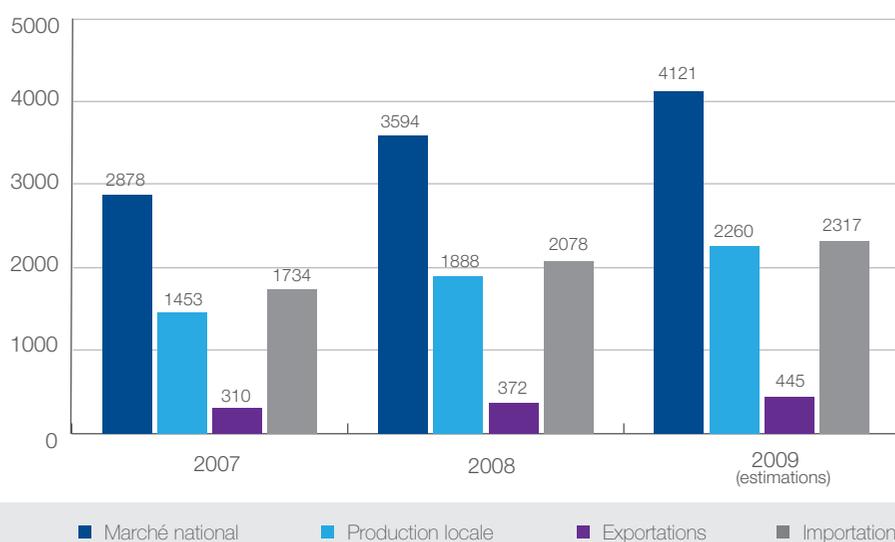
Pour ce secteur, nous distinguerons le marché des équipements médicaux (section 3.6.1.) de celui des produits pharmaceutiques (section 3.6.2).

3.6.1. Matériel médical

QUELQUES CHIFFRES

- 6 660 hôpitaux dont 60 % sont privés,
- 20 % de la population recourt aux soins de santé privés,
- En 2008, les dépenses en soins de santé représentent 7.8 % du P.I.B. (plus de 4 milliards de USD) et connaissent une forte croissance (elles ont doublé pour la période 1999-2007),
- le plus grand marché d'Amérique latine.

CARACTÉRISTIQUES

Marché brésilien des équipements médicaux,
en millions de USD

Source : Secex, Abimed

La croissance du marché devrait se poursuivre en raison de la demande insatisfaite, de l'augmentation des assurés du secteur privé, du soutien des bailleurs de fond internationaux et des investissements privés. Les importations représentent la majorité des dépenses. Elles passent par des agents locaux, des distributeurs et importateurs qui revendent aux hôpitaux.

La population dispose de soins de santé gratuits dans les hôpitaux publics et privés sous contrat. Cette accessibilité reste toute théorique. En effet, les hôpitaux publics disposent de moyens extrêmement réduits en matériel et personnel. La corruption fait des ravages. Par ailleurs, la bureaucratie relative à l'entrée en clinique est lourde et ce, au détriment même de la santé du patient. Cette situation explique le succès des soins de santé privés qui peuvent présenter une expertise très pointue dans certains secteurs. Ainsi, le Brésil est internationalement reconnu en matière de chirurgie cardiaque. Le gouvernement poursuit sa politique de modernisation du réseau public existant et plusieurs hôpitaux privés sont en cours de construction. Cette démarche est soutenue par la Banque interaméricaine de développement et par la Banque mondiale.

Les cliniques de référence sont concentrées dans les grandes métropoles (Rio, São Paulo, ...)



On s'attend à une forte expansion dans les années à venir, l'offre étant largement inférieure à la demande.

En ce qui concerne la production locale d'équipement médical, elle se limite à des appareillages à faible valeur technologique et de produits consommables. Les équipements de pointe sont importés. Il existe donc de nombreux marchés de niche (voir 'Opportunités') ci-dessous. Le marché étant compétitif, l'offre doit également prévoir de bonnes conditions de financement.

Les soins de santé à domicile sont remboursés à 99 % par les compagnies d'assurance privées. On assiste dès lors à un boum dans ce secteur, ce qui permet de réduire les coûts d'hospitalisation.

OPPORTUNITÉS

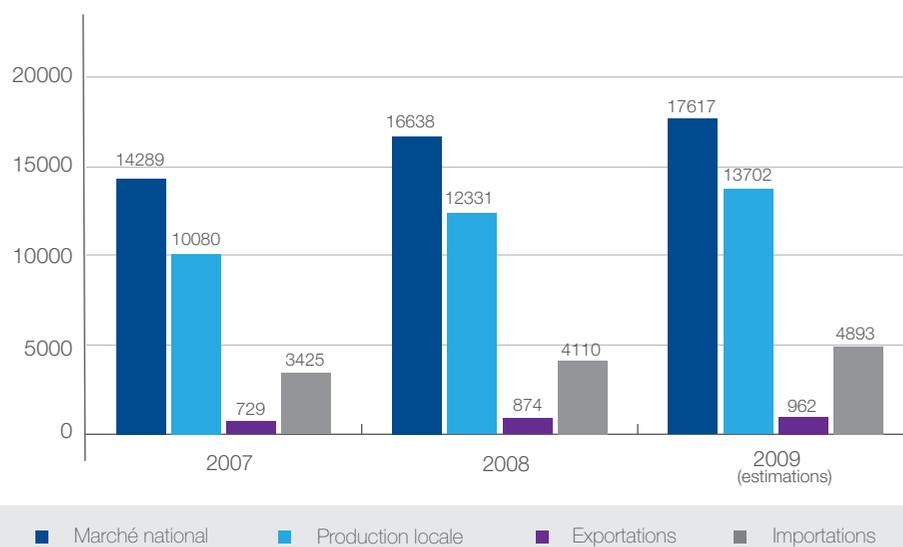
Équipements ultrasons de diagnostic, matériel radiologique, imagerie médicale, résonance magnétique, appareils pour angiographies, endoscopes, équipements de laboratoire, équipements hospitaliers de pointe, matériel et produits dentaires, optique, implants...

3.6.2. Produits pharmaceutiques

QUELQUES CHIFFRES

- Le Brésil est le plus grand marché d'Amérique latine et le 9^{ème} marché mondial en valeur,
- 5^{ème} marché mondial en termes d'unités vendues,
- taille du marché en 2008 : 17 milliards de USD,
- taux de croissance en 2008 : 16 %,
- En 2008, on recensait plus de 370 sociétés pharmaceutiques dont plus de 70 fabricants de médicaments génériques,
- Des 370 entreprises recensées, 70 sont des multinationales qui représentent 60 % du marché,
- 82 % des Brésiliens consomment des produits phytothérapeutiques,
- La phytothérapie représente 7 % des ventes des produits pharmaceutiques,
- Les médicaments génériques s'octroyaient 17 % du marché en termes d'unité et 14 % en valeur, en 2007,
- 86 % des médicaments ont leur pendant générique,
- Les médicaments génériques coûtent 40 % de moins que les produits de marque.

CARACTÉRISTIQUES

Marché pharmaceutique brésilien,
en millions de USD

Source : Febrafarma

Le marché connaît une belle progression, les importations évoluant plus rapidement que l'ensemble du secteur-même.

En termes de sous-secteurs, la phytothérapie est traditionnellement répandue et une grande majorité de Brésiliens (82 %) y recourent. De par sa biodiversité, le Brésil est un grand fournisseur de matières premières : en Amazonie, près de 300 espèces d'arbres sont répertoriées par hectare et des 250 000 types de plantes que compte la planète, 90 000 sont présentes dans le pays. Ce secteur progresse annuellement de 10 %. Les compléments alimentaires ont fait une entrée remarquable sur ce marché : leur chiffre d'affaires dépasse allègrement le seuil des 400 millions d'euros annuels, soit l'équivalent du marché espagnol. Les alicaments remportent également un franc succès. On attribue cette évolution positive à une hausse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Les médicaments génériques constituent l'essentiel de la production locale. Ils sont apparus en 1999 et l'essentiel de la production est acheté par l'Etat. On estime que ce secteur devrait représenter 20 % des ventes en 2009, soit 1 milliard de USD. De réelles opportunités existent pour ce type de médicaments au niveau de la fourniture des matières premières : actuellement, plus de 85 % de celles-ci sont importées.

Les produits médicaux, les matières premières pharmaceutiques et les désinfectants doivent recevoir l'aval de l'Agence Nationale de Vigilance sanitaire (l'Avinsa). Une des conditions sine qua non est une implantation au Brésil ou un intermédiaire local. Le délai théorique de réaction de l'Avinsa s'élève à 90 jours ; en pratique, il n'est pas rare que plus d'un an s'avère nécessaire avant la commercialisation effective. Plus de 18 000 demandes de brevets sont actuellement en suspens.

80 % des sociétés pharmaceutiques opérant au Brésil ont juridiquement l'identité nationale mais les ventes proviennent pour la majorité (70 % sans tenir compte des produits vendus au secteur public) de sociétés étrangères via leur(s) filiale(s) brésilienne(s).

Le niveau de taxes grevant les produits pharmaceutiques est exceptionnellement élevé ; il devrait être revu à la baisse ce qui donnerait un élan supplémentaire au marché.

OPPORTUNITÉS

Médicaments finis, matières premières, dermo-cosmétiques, produits sans prescription médicale, contraceptifs, traitement du cholestérol, contrôle du poids, antidiabétiques, maladies chroniques, ...

3.7. Audiovisuel

QUELQUES CHIFFRES

- 94.5 % des foyers brésiliens possèdent la télévision, une proportion supérieure à celle des réfrigérateurs,
- 98 % des Brésiliens regardent la télévision,
- 89 % écoutent la radio,
- 56 % lit les magazines et 47 % la presse.

CARACTÉRISTIQUES

La télévision est le média le plus regardé. Ce sont les 'telenovelas' (feuilletons) et les journaux d'information qui s'attirent les préférences du public : leur part d'audience s'élève à 80 %.

La chaîne de télévision Globo domine le marché. Globo est la 4^{ème} chaîne commerciale mondiale et l'un des plus grands groupes audiovisuels au monde, tout particulièrement dans la production de programmes. Il est actif dans la télévision, la radio, la presse écrite, le cinéma et internet. Sa part de marché télévisuelle régresse progressivement au profit de Record (20.9 % de part de marché), opérateur lié à l'Eglise universelle du règne de Dieu, église évangélique comptant de nombreux pratiquants. 2007 a vu le lancement d'une nouvelle télévision publique, TV Brasil.

D'ici 2012, la couverture numérique de l'entièreté du pays devrait être finalisée.

OPPORTUNITÉS

Afin de répondre aux besoins de la télévision numérique terrestre :

- appareils de transmission via satellite ou via réseau de fibre optique,
- services dans le domaine de la conception et de l'intégration d'outils d'interactivité,
- équipements respectant les standards full HD, SD, LD en mpeg4.

4

‘Success stories’ récentes



Schröder

SECTEUR
Infrastructures
éclairage urbain

LOCALISATION
Rio

Les entreprises belges présentées dans ce chapitre ont pour caractéristiques communes d'avoir réussi avec brio leur entrée sur le marché brésilien et d'y avoir réalisé une part importante de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Les six études de cas proposées ont été sélectionnées en fonction des critères suivants : représentativité des secteurs, régions et tailles de sociétés. Les sociétés citées ci-dessous ne constituent en rien une liste exhaustive.

Société :

Spécialisé dans la conception et la fabrication de luminaires extérieurs et de projecteurs, le Groupe Schröder doit sa renommée à son savoir-faire en matière d'éclairage public, urbain et architectural, mais aussi d'éclairage industriel, d'éclairage de tunnels ou de signalisation.

Étude de cas :

Rio de Janeiro : la nouvelle ville lumière

Rio de Janeiro compte de remarquables réalisations en termes d'éclairage urbain. Copacabana, Ipanema, Leblon sans oublier le centre historique de Rio de Janeiro, tous les quartiers de cette ville mythique s'étendant sur 100 km le long de l'Atlantique sont au cœur d'une réflexion architecturale. Partout des projets privés et publics de mise en lumière voient le jour... et la nuit. L'église Candelária, l'assemblée législative de l'Etat de Rio de Janeiro, le centre culturel de la Banco do Brazil, le monument des jeux pan-américains,... Tous ces édifices ont fait l'objet d'une étude particulière menée par des concepteurs-lumière brésiliens. Chacun avec son expertise, avec son approche, avec ses émotions. Présent au Brésil depuis seulement 2001, Schröder a déjà laissé une empreinte de savoir-faire, d'expertise et de qualité dans ce pays, tant dans le domaine de la mise en lumière des villes que dans l'éclairage routier. Brasilia, São Paulo et bien sûr, Rio de Janeiro affichent des multiples références de prestige parmi lesquelles de nombreuses oeuvres de l'architecte Oscar Niemeyer mises en lumière par Peter Gasper avec des projecteurs Schröder.

Il y a une quinzaine d'années, Rio de Janeiro a lancé des projets d'urbanisation dans des quartiers comme Copacabana, Ipanema, Leblon. Des architectes ont spécifié des produits que l'on ne trouvait pas sur le marché brésilien. Il a fallu convaincre des fabricants d'investir afin de répondre aux demandes des architectes. Ce mouvement a initié les changements qui ont suivi. Aujourd'hui, l'offre des fabricants, comme Schröder, s'est enrichie et élargie.

Le Centre Culturel de la Banque du Brésil a été illuminé par Monica Lobo au moyen de projecteurs MY1, Focal et Corus avec lampes aux iodures métalliques et à fluorescence.

Site : <http://www.schreder.com>

Obelis
 SECTEUR
 Consultance dans
 le domaine des
 équipements
 médicaux

Société :

Obelis S.A. (O.E.A.R.C.) est une société de services dont l'objectif est de fournir une assistance de qualité aux producteurs d'appareils médicaux non-européens et non-américains en Europe et aux États-Unis.

En février 2006, en réponse aux exigences C.E.E. de désigner un représentant autorisé européen pour les producteurs non-européens, Obelis a créé un centre européen représentatif habilité, OEARC.

Étude de cas :

Obelis organise des séminaires au Brésil afin d'informer les sociétés brésiliennes des changements législatifs européens, notamment. Obelis dispose d'un réseau mondial d'experts en Australie, au Brésil, au Canada, en Chine, en Inde, en Israël, en Corée, en Malaisie, en Thaïlande, aux U.S.A. et aux Philippines.

Site : <http://www.obelis.net>

Barco
 SECTEUR
 Technologique
 LOCALISATION
 Rio

Société :

Barco, société de technologies globales, conçoit et développe des solutions de visualisation pour un ensemble varié de marchés professionnels : imagerie médicale, média et loisirs, infrastructures et services publics, trafic et transports, défense et sécurité, enseignement et formation.

Barco offre à ces marchés des produits d'imagerie conviviaux qui optimisent la productivité et l'efficacité. Ses solutions innovantes tant matérielles que logicielles intègrent tous les aspects de la chaîne de l'image, de l'acquisition et du traitement à l'affichage et à la gestion.

La société est active dans plus de 90 pays et emploie 3 300 personnes. En 2008, Barco a enregistré des ventes de 725 millions d'EUR.

Étude de cas :

En 2007, le métro de Rio a installé deux murs de vidéo Barco dans la salle de contrôle. Cette implémentation fut un succès et les deux sociétés ont renouvelé un accord de partenariat en décembre 2009 pour la modernisation de 3 nouvelles zones du centre de contrôle du trafic : l'Intelligence Room, le système 'CFTV' et le système d'émission de tickets.

Le métro de Rio est composé de 33 stations, de 2 lignes distinctes et transporte quotidiennement près d'1/2 million de passagers.

Une fois l'expansion actuelle finalisée, plus d'un million de passagers seront servis. Les nouveaux murs vidéo permettront de gérer le nombre accru de caméras de sécurité 24/7 couvrant l'ensemble des sous-stations.

Site : <http://www.barco.com>

Agfa Graphics

SECTEUR
Impression

LOCALISATION
Suzano
(est de São Paulo)

Société :

Le groupe Agfa-Gevaert est un des leaders en imagerie et technologies de l'information. Agfa développe, produit et commercialise des systèmes analogiques et digitaux à destination du monde de l'impression (Agfa Graphics), du secteur des soins de santé (Agfa Healthcare), ainsi que pour des applications industrielles plus spécifiques (Agfa Materials). Le siège social d'Agfa est situé à Mortsel, en Belgique. La société est présente dans 40 pays et dispose d'un réseau d'agents actifs dans 100 pays, et ce, dans le monde entier. Le groupe Agfa Gevaert a réalisé un chiffre d'affaires de 3 283 millions d'EUR en 2007.

Agfa Graphics offre des solutions intégrées de pré-presses pour le secteur de l'impression. Ces solutions comprennent des consommables, du matériel, des logiciels, ainsi que des services de workflow de production, de conception et de gestion des couleurs. Les systèmes CtP ('Computer to Plate'), CtF ('Computer to Film') ainsi que les systèmes d'épreuves numériques l'ont positionné comme leader mondial dans les industries d'impression commerciale et d'emballage ainsi que sur les marchés d'éditions de journaux.

Agfa Graphics étend rapidement sa gamme de produits et de solutions sur le marché grandissant de l'impression digitale à jet d'encre. Son expérience, à la fois dans les technologies de l'image et des émulsions, lui a offert la connaissance nécessaire pour la production de systèmes de haute qualité pour des encres UV et à solvant. Des partenariats avec des leaders de l'industrie du développement et de la production ont étendu le rayon d'actions de ses technologies et lui ont permis de développer des solutions digitales complètes pour l'impression de posters, de banderoles, de signaux, de présentoirs, d'étiquettes et de matériels d'emballage.

Etude de cas :

Agfa investit 15 millions d'EUR dans son usine de production de Suzano (Brésil). Un important investissement permettra d'augmenter la capacité et d'offrir une plus-value technologique afin de produire une gamme complète de planches.

Le 06 juin 2008, à 8:30, la multinationale, Agfa Graphics, basée en Belgique, a annoncé un programme d'investissements de 15 millions d'EUR (36 millions de BRL) pour son site brésilien de fabrication de planches. Agfa Graphics étend ainsi l'usine en vue de produire un portefeuille complet de planches digitales incluant 'Azura', 'Energy', 'Elite' et 'N92 Violet'. La capacité sera augmentée afin de répondre à la demande grandissante en Amérique latine.

Avec ce projet à Suzano, Agfa Graphics confirme sa stratégie globale de croissance substantielle dans le marché des planches digitales. Le projet Suzano fait partie du programme d'investissement mondial qui a démarré en Chine, en Europe et plus récemment, aux États-Unis, également, dans le but de rapprocher la production des consommateurs.

Localisée dans la ville de Suzano, dans la grande banlieue de São Paulo, l'usine brésilienne Agfa Gevaert produit des planches d'impression offset et des produits chimiques pour les imprimeurs brésiliens et latino-américains. Elle sera maintenant en mesure d'offrir tous les types de planches à son portefeuille de clients, y compris les produits digitaux les plus récents présentés à la foire commerciale 'Drupa 2008', à Düsseldorf, en Allemagne.

'Grâce à ce programme, nous pourrions répondre au marché potentiel croissant de l'impression en Amérique latine', déclare Stefaan Vanhooren, Président d'Agfa Graphics, 'et c'est un investissement crucial pour renforcer encore notre position de leader sur ce marché'.

Site : <http://www.agfa.com>

I-Movix
SECTEUR
 Audiovisuel
LOCALISATION
 Rio

Société :

I-Movix développe et commercialise à l'international des solutions de ralenti extrême utilisées dans le domaine du broadcast. Avec des références majeures, notamment grâce à sa participation lors d'événements sportifs de grande envergure, l'entreprise belge est leader sur le nouveau marché de l'ultra ralenti (de 250 à 10.000 images par seconde).

TV Globo est la première chaîne de télévision brésilienne et le quatrième réseau télévisuel au monde, avec une audience de 120 millions de téléspectateurs. Afin de produire des émissions de divertissement de toute première qualité, TV Globo est connue pour être un précurseur dans l'acquisition de nouvelles technologies.

Étude de cas :

La première chaîne de télévision brésilienne, TV GLOBO, choisit la SprintCam V3 HD, la nouvelle solution d'ultra ralenti développée par I-MOVIX.

Le 4 novembre 2009, I-Movix a annoncé à Mons que la principale chaîne de télévision brésilienne, TV Globo, a acheté sa toute nouvelle solution d'ultra ralenti: la SprintCam V3 HD. Le système développé par I-Movix sera utilisé lors des retransmissions d'événements sportifs ainsi que pour les programmes de divertissement de la chaîne.

Ce contrat voit le jour quelques mois seulement après le lancement officiel, lors du salon NAB à Las Vegas, du système SprintCam en qualité full HD native. La technologie de I-Movix sera utilisée principalement pour les retransmissions sportives (football et volley-ball entre autres), mais aussi pour des projets spécifiques dans le cadre des programmes de divertissement proposés par le réseau TV Globo.

La SprintCam V3 HD développée par I-Movix est la première solution d'ultra ralenti en full HD native dont la configuration est complètement intégrée aux captations télévisées et proposant la capture de 250 à 2.000 images par seconde et leur replay instantané. En produisant des ralentis de 8 à 66 fois plus lents que la vitesse normale – au Brésil –, le système SprintCam V3 HD est la solution HD la plus avancée disponible sur le marché, offrant une intégration complète pour le broadcast.

"TV Globo est connue tant localement qu'internationalement pour le contenu de grande qualité qu'elle produit. Nous sommes ravis d'être les premiers à offrir aux publics brésiliens les images d'ultra ralenti en résolution full HD native rendues possibles par la SprintCam V3 HD." précise José Manuel Mariño, News and Sports Engineering Director, TV Globo. "Le système est facile à installer et à utiliser, et ouvre de nombreuses possibilités créatives pour nos productions en direct ou pré-enregistrées."

TV Globo a choisi la technologie de I-Movix après avoir mené une série de tests sur le terrain à Rio de Janeiro et après avoir déterminé que les systèmes de I-Movix permettaient à la chaîne brésilienne une gestion totalement autonome de ses nouveaux dispositifs en termes de ralenti extrême. Les tests en conditions réelles ont également révélé la facilité d'utilisation de la solution et les images exceptionnelles et saisissantes qui peuvent être produites en temps réel. FUJINON Brésil, présent sur place lors de ces événements, a également apporté son savoir-faire pour atteindre la meilleure qualité d'image.

"L'objectif de broadcast sélectionné avec le système SprintCam V3 HD est le FUJINON XA88x8.8BESM-SK qui présente toutes les améliorations technologiques récentes telles que le PF (Precision Focus Assistance)" Fulvio Trevisan, Gerente de Manutenção e Projetos Fujinon. "Ce nouveau concept d'images de ralenti extrême sera sans nul doute très prisé au Brésil".

Le contrat a été officiellement signé lors du salon Broadcast and Cable 2009 à São Paulo en partenariat avec VIDEO SYSTEMS, le distributeur officiel de I-Movix au Brésil.

"Nous avons de suite remarqué que la technologie SprintCam proposée par I-Movix est unique"

3GSP
 SECTEUR
 Vidéoconférence
 LOCALISATION
 São Paulo

Carlos Camacho, Crown Video Systems, Broadcast Media Solutions. "La solution est réellement différente par rapport à ce qui se fait aujourd'hui en matière de ralenti extrême. Le système est opérationnel et s'insère parfaitement dans le workflow de la retransmission live, que ce soit en SD ou en HD."

Le choix de la SprintCam V3 HD par TV GLOBO démontre l'efficacité et la valeur ajoutée de cette solution en tant que système de ralenti extrême spécialement développé pour le marché du broadcast et que les clients peuvent utiliser.

Sites : <http://www.i-movix.com/>
<http://redeglobo.globo.com/>

Société :

3-GSP a développé un outil unique pour l'organisation de réunions distantes en mode collaboratif. Que l'on soit au bureau, à la maison ou dans sa voiture, le service permet, d'un simple clic de souris, de s'entendre, de se voir et de partager des documents aussi facilement que de se téléphoner, que l'on soit à 2 ou à plus de 10, et ceci, avec son ordinateur et son téléphone. Le service se différencie des offres existantes par le fait qu'il ne nécessite aucun équipement particulier et de, surcroît, n'exige aucun investissement. Il ne demande aucune installation et de ce fait permet de rentrer en réunion avec n'importe qui n'importe où dans le monde. Le service est également original par le fait que la voix passe par le canal téléphone, ce qui permet d'avoir une réunion à plusieurs sans être en permanence perturbé par le bruit, l'écho ou les interruptions habituelles des services en full web. L'ensemble se contrôle de manière très simple et intégrée.

Le besoin de compétitivité a obligé les entreprises à améliorer leurs performances dans bien des domaines : production, administration. En particulier, le temps que passe un employé en déplacement pour se rendre à ses réunions génère un coût caché important pour l'entreprise. Or, les études montrent que l'utilisation intelligente de la vidéoconférence permet des gains de productivité.

Étude de cas :

3GSP, une société de la région namuroise, a signé en 2009 un contrat de distribution et de partenariat stratégique avec la société brésilienne Frontier Digital visant à la commercialisation au Brésil du service de vidéoconférence. Lors de la mission organisée par l'Awex en septembre 2009, 3GSP a signé deux projets très ambitieux, le premier avec la banque Sofisa et le second avec un opérateur local. La mission a également permis d'entamer un projet d'étude de collaboration avec le premier opérateur télécom brésilien Embratel.

3GSP et Frontier ont commencé leur collaboration en 2008; ils ont ensemble adapté le service aux spécifications locales ; traduction du service en portugais, formation des acteurs locaux, adaptation du modèle économique et des contrats. Au Brésil, le temps de la mise en œuvre est long, mais le potentiel est immense.

Une visite au Brésil permet directement de se rendre compte de l'opportunité que représente ce magnifique pays. Les déplacements à São Paulo sont un vrai cauchemar. Organiser un rendez-vous à une heure précise est pratiquement impossible. Aux regards de la taille du pays, on mesure l'économie et le gain de productivité que représente l'utilisation d'un service de réunions en ligne simple et économique. Le Brésil est également très soucieux d'améliorer sa productivité et de diminuer son empreinte écologique. De plus, le Brésilien bénéficie d'une capacité de changement et d'adaptation dont nous pouvons être envieux. La Banque Sophisa organise chaque lundi une réunion avec ses 23 bureaux répartis au Brésil et en Amérique du Nord. Le retour sur frais d'utilisation et le gain de productivité engendré ont facilement contribué à convaincre la direction de la banque. 3GSP et Frontier souhaitent maintenant installer une partie des infrastructures de 3GSP (pont téléphonique de conférence SIP) localement pour renforcer la présence et la pertinence de l'offre.

Site : <http://www.3gsp.eu>

5 Étiquette



Langue

Le portugais brésilien est parlé par la majorité de la population. Il diffère sensiblement de la langue officielle du Portugal. Il est préférable d'utiliser l'anglais que l'espagnol au cas où vous ne maîtriserez pas le portugais brésilien. Quelques mots dans cette langue seront néanmoins appréciés par vos interlocuteurs qui feront cas de l'effort fourni.

De même, pour les rendez-vous d'affaire, l'idéal est d'utiliser des présentations et documents dans la langue du pays ou, à défaut, en anglais.

Cartes de visite

Elles sont à prévoir en suffisance, si possible en portugais ou en anglais, leur usage étant apprécié.

Réunions

- Il importe de planifier les réunions 2 à 3 semaines à l'avance et de les confirmer lors de votre arrivée au pays.
- Il n'est pas rare que des rendez-vous soient annulés à la dernière minute.
- Les Brésiliens appréciant les contacts sociaux, prévoir une tranche horaire destinée à des discussions informelles avant et après la réunion est souhaitable. En effet, ces moments sont précieux dans la construction de la relation. Si vous ne disposiez pas de ce temps, mieux vaut le préciser dès le départ et ce, afin de ne pas choquer vos interlocuteurs en leur donnant l'impression que seules les affaires entrent en ligne de compte.
- Il sera plus aisé de conclure des affaires une fois qu'une relation de confiance sera établie ; construire celle-ci prend du temps et il importe donc d'être patient. La connaissance de ses partenaires précède la conclusion de contrats et elle peut être consommatrice en termes de temps.
- Il est particulièrement indélicat de critiquer quelqu'un en public : cela place les deux intervenants dans une situation inconfortable et enfreint la règle tacite qui proscrit ce comportement.
- S'il vous arrivait de devoir attendre, ne montrez pas votre impatience ; les Brésiliens privilégient le côté relationnel au strict respect de l'horaire. Exprimer de l'impatience ou de la frustration est synonyme de perte de contrôle de soi et est donc négativement perçu.
- Les Brésiliens sont démonstratifs. Les réunions commencent et se clôturent toujours par une poignée de mains ; établir le contact visuel est également important et signifie que vous portez de l'attention à vos interlocuteurs.
- La ponctualité est appréciée même si elle n'est pas toujours réciproque. Rio et São Paulo font exception à la règle : les réunions commencent habituellement à l'heure initialement prévue.
- Les Brésiliens sont sociables. Les relations sociales sont essentielles. Ainsi, démarrer une réunion en abordant directement le chapitre 'affaires' peut être mal perçu. Mieux vaut entamer la discussion par des propos informels et/ou par des plaisanteries et laisser à l'interlocuteur brésilien le choix du moment pour initier la partie professionnelle.
- Refuser un café ou de la nourriture est considéré comme une offense.

Négociations

- La relation à l'individu prime sur la relation avec l'entreprise. Maintenir la même personne de contact est important, l'inverse peut signifier une reprise des négociations dès le départ.
- Les discussions sont informelles et peu protocolaires. Ainsi, la communication verbale est préférée à l'écrit mais quand on en vient à la conclusion de contrats, le niveau de détails peut être poussé et il importe alors de bénéficier d'un appui juridique local.
- Les interruptions peuvent être fréquentes et doivent être plus considérées comme de l'enthousiasme de la part de vos partenaires que comme de l'impolitesse.
- Le pouvoir décisionnaire n'est pas, dans la majorité des cas, aux mains de votre interlocuteur. Les décisions finales sont du ressort du plus haut niveau de direction.

Code vestimentaire

Contrairement aux discussions qui sont souvent informelles et peu protocolaires, les Brésiliens mettent un point d'honneur à être élégants. Ils en attendent de même de leurs interlocuteurs. Pour les hommes, le port d'un costume foncé 2 pièces est conseillé ; le 3 pièces indique que son propriétaire est cadre. Pour les femmes, on préconise un tailleur élégant et féminin ; une attention toute particulière est portée aux accessoires de qualité. 'Classicisme' et 'élégance' sont les deux qualificatifs du code vestimentaire. En cas de doute, mieux vaut une apparence trop soignée que trop décontractée.

Cadeaux d'affaire

Lors d'un 1^{er} contact, offrir le repas est tout au moins aussi apprécié qu'apporter un présent.

Si vous êtes invité à un repas privé, offrir des fleurs est d'usage commun. Les couleurs à proscrire sont le violet et le noir, symboles de deuil.

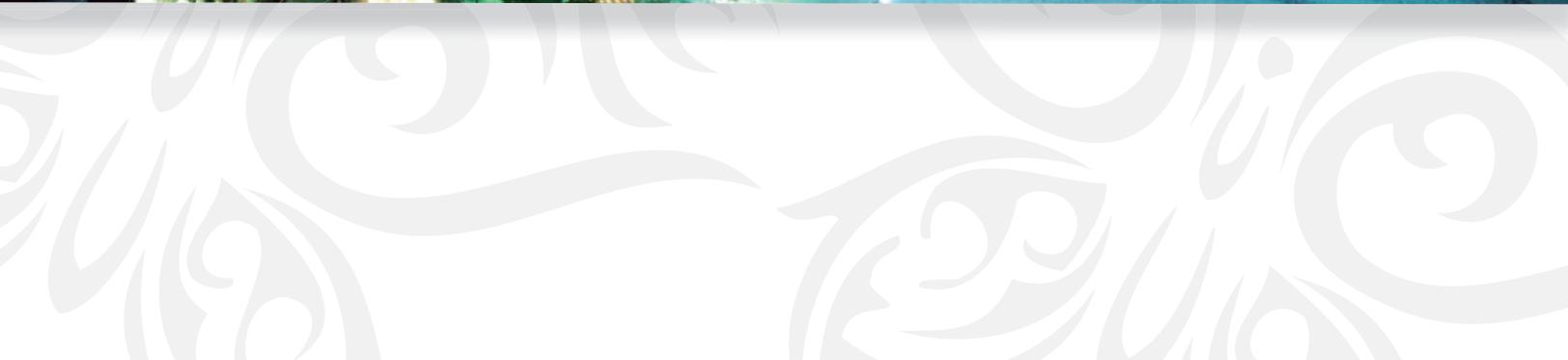
Les cadeaux sont ouverts dès réception.

Sujets de conversation

- Appréciés : le football, la famille et les enfants,
- A proscrire : l'Argentine, la pauvreté, la religion et la déforestation.



6 Adresses utiles



6.1. En Belgique

Flanders investment & trade (F.I.T.)

90, rue Gaucheret
1030 Bruxelles
Tél : + 32 2 504 87 11
Fax : + 32 2 504 88 99
Email : info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.be

Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (A.W.E.X.)

2, Place Saintelette
1080 Bruxelles
Tél : + 32 2 421 82 11
Fax : + 32 2 421 87 87
Email : mail@awex.be
www.awex.be

Brussels Export

500, avenue Louise boîte 4
1050 Bruxelles
Tél : + 32 2 800 40 00
Fax : + 32 2 800 40 01
Email : infos@brussels-export.irisnet.be
www.brussels-export.be

Ambassade de la république fédérative du Brésil en Belgique et au Grand- Duché de Luxembourg

Ambassadeur : S.E. Ivan Cannabrava

Avenue Louise 350 boîte 5 (6^{ème} étage)
1050 Bruxelles
Tél : + 32 2 640 20 15
Fax : + 32 2 640 81 34
Email : brasbruxelas@beon.be
<http://www.brasbruxelas.be>

Chambre de commerce belgo- luxembourgeoise-brésilienne Président : Jean-Marie De Backer

500, avenue Louise
1050 Bruxelles
Tél : + 32 2 643 78 24
Fax : + 32 2 640 93 28
Email : info@brascam.be
<http://www.brascam.be>

6.2. Au Brésil

Ambassade de Belgique au Brésil

Ambassadeur : S.E. Claude Misson

SES - Avenida das Nações, Quadra 809-Lote 32
70422-900 Brasília-DF
Tél. : + 55 61 3443 10 56
Tél. : + 55 61 3443 11 33
Fax : + 55 61 3443 12 19
brasilia@diplobel.fed.be
<http://www.diplomatie.be/brasiliafr>

Consulat général de Belgique à São Paulo

Consul général : Peter Claes

Avenida Paulista, 2073
Edifício Horsa I, 13^º floor – s.i. 1303
01311-940 São Paulo
Tél. : + 55 11 3171 15 99
Tél. : + 55 11 3171 16 06
Fax : + 55 11 3288 68 69
Saopaulo@diplobel.fed.be
<http://www.diplomatie.be/Saopaulo>

Consulat Rio de Janeiro

Consul : Jan Bouchet

Rua Laura Müller, 116 – Room 602, Botafogo
Rio de Janeiro – RJ, 22290-160
Tél. : + 55 21 2543 85 58
Tél. : + 55 21 2543 88 78
Fax : + 55 21 2543 83 98
Riodejaneiro@diplobel.fed.be
<http://www.diplomatie.be/riodejaneiro>

Consulat honoraire Belo Horizonte

Avenida dos Andradas, 1093
Belo Horizonte – MG CEP 30120-010
Tél. : + 55 31 3048 63 07
Fax : + 55 31 3226. 45 32
Maria.motta@arcelor.com.br

Consulat honoraire Curitiba

Rua Lourenço Pinto, 500
80.010-160 Curitiba - PR
Tél. : + 55 41 3310 68 00
Fax : + 55 41 3310 68 68
consubelcuritiba@casilloadvogados.com.br

Consulat honoraire Fortaleza

Rua Eduardo Garcia, 909 – Aldeota
60.150-000 Fortaleza - CE
Tél. : + 55 85 3091 51 85
Tél. privé : + 55 85 8823 29 80
Fax : + 55 85 261 52 15
consulbelce@ig.com.br
nattur@secrel.com.br

Consulat honoraire Manaus

Bosque Residencial Murici, Quadra D – casa 13
Parque 10 de Novembro
69.50 – 410 Manaus - AM
Tél. : + (55) (92) 615 17 77
Tél. : + (55) (92) 615 17 60
Tél. privé : + (55) (92) 236 14 52
Fax : + (55) (92) 615 17 90
hd01@uol.com.br

Consulat honoraire Porto Alegre

Av. Juca Batista 8000/812
91780-070 Porto Alegre (RS)
Rio Grande do Sul
Tél. : + (55) (51) 3364 71 23
Tél. et fax privé: +(55) (51) 3333 81 01
H_olaerts@yahoo.com

Consulat honoraire Recife

Rua do Sossego, 203 – Boa Vista
50.050-080 Recife - PE
Tél. et fax : + (55) (81) 3223 10 01
Tél. et fax : +(55) (81) 3474 72 05
jbamps@ig.com.br

Consulat honoraire Salvador de Bahia

Sítio Lagoa Branca
Estrada do Coco, Km 11
Vila de Abrantes
42.700-000 Camaçari - BA
Tél. et fax : + (55) (71) 623 24 54
jbamps@ig.com.br

Flanders Investment & Trade Brazil

■ Mieke Pynnaert,

Representação Econômica de Flandres

c/o Consulado Geral da Bélgica
Al. Santos 705- Ed. Iporanga cj. 27
01419-001 São Paulo (SP)
Brazil
Tél: + 55 11 31 41 11 97
Fax: + 55 11 31 41 09 93
Sãopaulo@fitagency.com

Agence Wallonne à l'EXportation au Brésil

■ Nasser Belalia
Attaché économique et commercial

■ Maria-Laura Maron Pot
secrétaire commerciale, compétente pour les États du Nordeste,

c/o Consulado General da Bélgica
Avenida Paulista, 2073
Edifício "Horsal" - 13° andar
CEP – 01311
BR - 300 São Paulo (SP)
Tél. : + (55) (11) 3266 62 33
Fax : + (55) (11) 3266 63 74
Sãopaulo@awex-wallonia.com

Brussels Export

■ Nasser Belalia
Attaché économique et commercial,

■ Maria-Laura Maron Pot
secrétaire commerciale, compétente pour les États du Nordeste,

voir ci-dessus.

6.3. Sites à consulter**6.3.1 Organismes officiels****■ Présidence et Ministères :**

Portail national
www.brazil.gov.br

Présidence de la République
<http://www.planalto.gov.br>

Ministère de l'Agriculture
<http://www.agricultura.gov.br>

Ministère de la Prévoyance et Assistance sociale
<http://www.previdenciasocial.gov.br>

Ministère des Communications
<http://www.mc.gov.br>

Ministère de la Culture
<http://www.cultura.gov.br>

Ministère de la Défense
<http://www.defesa.gov.br>

Ministère du Développement, de l'Industrie
et du Commerce Extérieur

<http://www.desenvolvimento.gov.br>

APEX (Agence Brésilienne de promotion
des exportations)

<http://www.apexbrasil.com.br>

Ministère de l'Éducation

<http://www.mec.gov.br>

Ministère de l'Environnement

<http://www.meioambiente.gov.br>

Ministère des Finances

<http://www.fazenda.gov.br>

Ministère de l'Intégration nationale

<http://www.integraca.gov.br>

Ministère de la Justice

<http://www.mj.gov.br>

Ministère des Mines et de l'Énergie

<http://www.mme.gov.br>

Ministère du Plan, du Budget et de la Gestion

<http://www.planejamento.gov.br>

Ministère des Relations extérieures

<http://www.mre.gov.br>

Ministère de la Santé

<http://www.saude.gov.br>

Ministère des Sciences et Technologies

<http://www.mct.gov.br>

Ministère des Sports

<http://www.esporte.gov.br>

Ministère du Tourisme

<http://www.turismo.gov.br>

Ministère des Transports

<http://www.transportes.gov.br>

Ministère du Travail et de l'Emploi

<http://www.mte.gov.br>

Visas : imigrante@mtb.gov.br

Ministère des villes

<http://www.cidades.gov.br>

■ Agences de régulation :

Agence Nationale des Eaux

<http://www.ana.gov.br>

Agence nationale de télécommunication

<http://www.anatel.gov.br>

Agence nationale de l'énergie électrique

<http://www.aneel.gov.br>

Agence Nationale du pétrole

<http://www.anp.gov.br>

Agence Nationale des Transports Terrestres

<http://www.antt.gov.br>

Institut brésilien de l'environnement et des
ressources naturelles renouvelables

<http://www.ibama.gov.br>

6.3.2. Sectoriel

■ Alimentaire

Association brésilienne de l'industrie
alimentaire

<http://www.abai.org.br>

Association brésilienne de l'industrie
du chocolat, du cacao, des bonbons
et produits dérivés

<http://www.abicab.org.br>

Syndicat des producteurs de pâtes
et cookies

<http://www.simabesp.org.br>

■ Machines

Association brésilienne des machines et
équipements

<http://www.abimaq.org.br>

■ Chimie

Association des industries chimiques
brésiennes

<http://www.abiquim.org.br>

Association des producteurs de peintures
brésiennes

<http://www.abrafati.com.br>

■ Verre

Association brésilienne technique des industries verrières automatiques
<http://www.abividro.org.br>

■ Électrique/électronique

Association brésilienne des industries électriques et électroniques
<http://www.abinee.org.br>

■ Pharmaceutique

Syndicat de l'industrie pharmaceutique
<http://www.sindusfarma.org.br>

Association brésilienne des industries chimico-pharmaceutiques
<http://www.abiquif.org.br>

Association nationale des laboratoires pharmaceutiques
<http://www.alanac.org.br>

■ Médical

Association brésilienne des fabricants de matériel médical
<http://www.abimo.org.br>

■ Cosmétique

Association brésilienne de l'industrie du parfum, des cosmétiques et de l'hygiène personnelle
<http://www.abihpec.org.br>

■ Automobiles

Syndicat national industriel des composants de véhicules moteurs
<http://www.sindipecas.org.br>

Association brésilienne des importateurs de véhicules
<http://www.abeiva.com.br>

Association nationale des producteurs de véhicules
<http://www.anfavea.com.br>

■ Fruits et jus de fruits

Institut brésilien du fruit
<http://www.ibraf.org.br>

Association nationale des exportateurs de jus d'agrumes
<http://www.citrusbr.com>

■ Appareils métalliques et matériel

<http://www.sinafer.org.br>

■ Télécommunications

Agence nationale de télécommunication
<http://www.anatel.gov.br>

■ Cuirs

Syndicat des industries du cuir
<http://www.sindicouro.com.br>

■ Alimentation du bétail

Syndicat national des industries d'alimentation animale
<http://www.sindiracoes.org.br>

■ Construction

Association nationale des commerçants de matériaux de construction
<http://www.anamaco.com.br>

■ Supermarchés

ABRAS – Association brésilienne de supermarchés
<http://www.abrasnet.com.br>

■ Aluminium

ABAL – Association brésilienne d'aluminium
<http://www.abal.org.br>

■ Emballage

ABRE – Association brésilienne d'emballage
<http://www.abre.org.br>

■ Plastique

ABIPLAST – Association brésilienne de l'industrie plastique
<http://www.abiplast.org.br>

■ Impression

ABIGRAF – Association de l'industrie brésilienne d'impression
<http://www.abigraf.org.br>

■ Logiciels

ABES – Association brésilienne de l'industrie logicielle
<http://www.abes.org.br>

6.3.3 Chambres de commerce

Fédération des Industries de l'État de Rio
<http://www.firjan.org.br>

Fédération des Industries de l'État
de São Paulo
<http://www.fiesp.com.br>

Chambre de Commerce de São Paulo
<http://www.acsp.com.br>
<http://spchamber.com.br>

Fédération des Industries du Paraná
<http://www.fiepr.org.br>

Fédération Nationale des Industries
<http://www.cni.org.br>

Association brésilienne
du Commerce Extérieur
<http://www.aeb.org.br>

Chambre de Commerce Mercosur
et Amérique
<http://www.ccmecosul.org.br>

7

Sources



7. Sources

INTERNET

Flanders Investment and Trade	http://www.flanderstrade.be
Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers	http://www.awex.be
Brussels Export	http://www.brussel-export.be
S.P.F. Affaires Etrangères	http://www.diplomatie.be
Central Intelligence Agency	http://www.cia.gov/
Viewswire	http://viewswire.com
Forum économique mondial	http://www.weforum.org
Fonds Monétaire International	http://imf.org
Banque mondiale	http://siteresources.worldbank.org/
Organisation et de Coopération et de Développement Economiques	http://www.oecd.org
Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/
Institut national de statistiques brésilien	http://www.ibge.gov.br
Secteurs économiques brésiliens	http://www.brazilbiz.com.br
Exportateurs brésiliens	http://www.brazil4export.com
Chambre de commerce américaine	http://amcham.com.br
Ducroire - Delcredere	http://www.ducroire.be
UbiFrance	http://www.ubifrance.fr
Services Economiques français	http://www.dgtpe.fr/se/
KPMG – 'Manufacturing in Argentina, Brazil and Chile'	http://www.kpmg.com
Cours de change	http://www.forexpros.fr
International Trade Center	http://www.intracen.org
Market Access Database	http://www.doingbusiness.org/

Agence pour le Commerce Extérieur

3, rue Montoyer

1000 Bruxelles

Tél : + 32 2 206 35 11

Flanders Investment and Trade

90, rue Gaucheret

1030 Bruxelles

Tél : + 32 2 504 87 11

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers

2, Place Saintelette

1000 Bruxelles

Tél : + 32 2 421 82 11

Brussels Export

500, avenue Louise, boîte 4

1050 Bruxelles

Tél : + 32 2 800 40 00



Imprimé sur du papier certifié FSC

Auteur : Christelle Charlier

Éditeur responsable : Marc Bogaerts

Graphisme et réalisation : Image Plus - communication corporate

Bien que tout aie été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce Extérieur, ni ses partenaires (S.P.F. Affaires Etrangères, Flanders Investment and Trade, Agence Wallonne à l'Exportation et Brussels Export) ne peuvent être tenus responsables d'erreur, d'omissions et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

COPYRIGHT © La reproduction d'extraits est autorisée moyennant la mention de la source : 'Brésil : enjeux et opportunités', Agence pour le Commerce Extérieur, avril 2010

Date de publication : avril 2010